Les entreprises allemandes en France : l'avenir entre optimisme et vigilance

Situation économique, perceptions et perspectives 2024–2028

Octobre 2024

AHK
Deutsch-Französische Industrie- und Handelskammer
Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

EY
Shape the future with confidence

Avant-propos

Chers membres, chers partenaires,

Dans un contexte économique marqué par des turbulences et des incertitudes croissantes, les entreprises françaises et allemandes font face à des défis inédits. Les crises successives, qu'il s'agisse de la pandémie de COVID-19, des perturbations des chaînes d'approvisionnement ou de la crise énergétique exacerbée par le conflit en Ukraine, ont mis à l'épreuve la résilience de nos économies.

Ces événements, conjugués à l'inflation importante et à la volatilité des marchés financiers, bouleversent nos repères et accentuent les tensions au sein du tissu économique. Dans ce climat d'incertitude, la tentation du repli et de l'attentisme pourrait apparaître comme une option. Pourtant, c'est précisément dans ces moments que nous devons faire preuve d'une solidarité accrue et repenser nos modèles de coopération.

L'alliance économique entre la France et l'Allemagne est l'une des plus solides et des plus fructueuses d'Europe. Nos deux pays partagent des valeurs communes, des structures économiques complémentaires et une vision ambitieuse pour l'avenir. Les partenariats industriels, les échanges de bonnes pratiques en matière de durabilité ou encore les synergies dans les domaines technologiques démontrent que la force de l'économie franco-allemande réside dans sa capacité à s'adapter et à se réinventer. À l'heure où l'Europe cherche à renforcer son autonomie stratégique, la coopération entre la France et l'Allemagne doit continuer à jouer un rôle central.

L'étude « Les entreprises allemandes en France : situation économique, perceptions et perspectives » publiée tous les deux ans par la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie en collaboration avec EY, vise à mettre en évidence les opportunités, les défis et les facteurs de succès de ce tandem.

Malgré les soubresauts et événements tant économiques que géopolitiques qui se produisent et s'enchaînent depuis 2020, on peut toutefois constater que la France reste le pays le plus attractif d'Europe et que l'Allemagne conserve sa place de 1er investisseur européen avec 272 projets et la création de 6 815 emplois, selon les chiffres de Business France. Les entreprises interrogées n'ont jamais été aussi confiantes sur leurs perspectives à 2-4 ans. En 2023, elles sont 59 % à estimer que leur activité évoluera favorablement d'ici 2026-2028, ce qui est un record depuis 2014, cette confiance n'ayant cessé de s'améliorer.

Cette 10e édition souligne le potentiel des relations économiques franco-allemandes et permet d'apprécier les avantages que la France peut offrir aux investisseurs allemands, et également les attentes de ces derniers.

Nous remercions toutes les entreprises qui ont participé à cette enquête.

Guy Maugis
Président de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

Jean-Roch Varon
Président d'EY en France

Remerciements

Nous adressons des remerciements particuliers aux dirigeants qui ont accepté de témoigner :

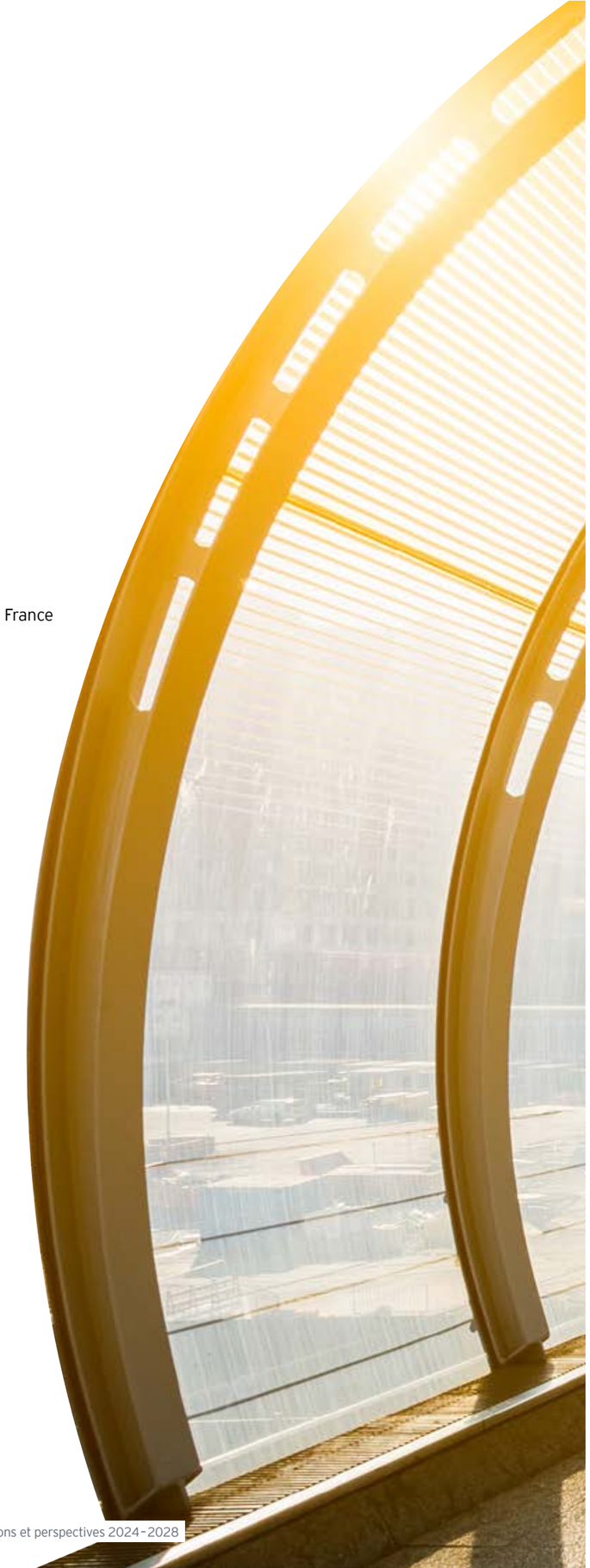
- **John A. Baltay**, GSE Group
- **Dominique Carlac'h**, D & Consultant
- **Heiko Carrie**, Bosch
- **Yara Chakhtoura**, Siemens Energy
- **Gilles Christ**, Grenke AG
- **Anouk Golly**, Würth France
- **Daniel Hager**, Hager Group
- **Sascha Hempel**, Drees & Sommer
- **Michael Hess**, SaarLB
- **Pierre Kopp**, Ferco
- **Olena Kushakovska**, SAP Labs
- **Florent Leroux**, Jeux Ravensburger
- **Boris Lombard**, KSB
- **Emilie Martin**, Human & Work
- **Stefan May**, Continental Automotive France
- **Tino Müller**, P3 Group
- **Henri Paccalin**, Daimler Buses
- **Guy Siebert**, Mercedes-Benz Truck
- **Laurent Wittmann**, Grenke France

Cette enquête a été menée par :

La Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie
18, rue Balard
F-75015 Paris
Tél. : 00-33-(0)1 40 58 35 35
ahk@francoallemand.com
www.francoallemand.com

EY
Tour First
1, place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex, France
Tél. : 00-33-(0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

Avec le soutien de :
Business France
677 Boulevard Saint-Jacques,
75014 Paris



Sommaire

Avant-propos 1

Principaux enseignements 4

La France reste une destination privilégiée pour les entreprises allemandes malgré une inquiétude sur sa situation économique actuelle 6

Une confiance en berne à court terme, mais résolument optimiste à moyen terme 16

Des atouts en matière d'industrialisation et d'accompagnement malgré un manque de compétitivité en matière de coût du travail 22

L'attractivité de la France : les défis à relever pour que la France reste dans le focus des investisseurs allemands 30

Attractivité de la France pour les IDE* en 2023 : la France n°1 en Europe 38

Méthodologie 48

Contacts 52

* Investissements Directs à l'Etranger

Principaux enseignements

1

La France reste en pole position des pays les plus attractifs en Europe depuis 5 ans tandis que l'Allemagne conserve sa médaille d'or dans le classement des investisseurs européens et ce depuis 2018

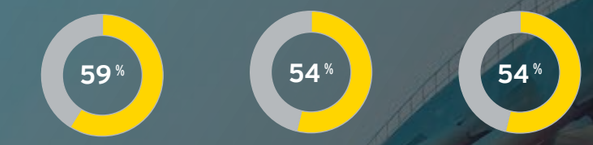
2

Une résilience réaffirmée avec des perspectives positives à 4 ans dans un contexte géopolitique complexe

Les entreprises interrogées considèrent que leurs perspectives à 2-4 ans sont bonnes

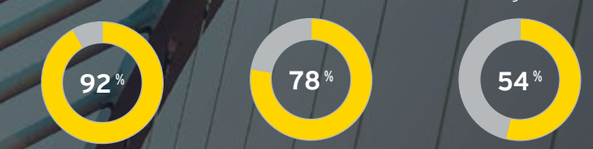
3

La France doit continuer à cultiver certains atouts concourant à attirer les investissements allemands...



4

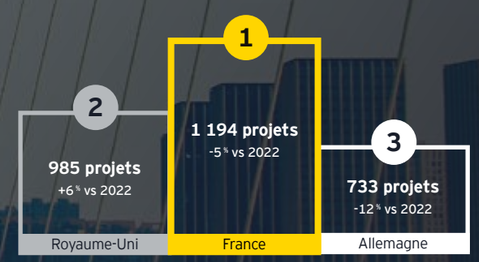
... mais il lui reste des défis fondamentaux à relever pour attirer de nouvelles implantations. Les principaux freins qui pourraient peser sur les décisions d'investissement en France sur les prochaines années sont :



Mais aussi sa capacité à accompagner les entreprises dans leur défis top prioritaires de transformation en matière de développement durable et d'intelligence artificielle.

5

Une place renforcée en Europe pour la France... versus une Allemagne en perte de vitesse ?



Source : EY European Investment Monitor 2024

"

Dans un contexte économique mondial en pleine turbulence, entreprises et gouvernements doivent non seulement naviguer entre les défis, mais aussi saisir les opportunités de transformation. Il est crucial que les choix stratégiques d'aujourd'hui guident les solutions de demain. À l'échelle européenne, cette transformation passe par une collaboration renforcée entre les gouvernements et les entreprises pour sécuriser notre souveraineté technologique, notre industrie, notre prospérité et ainsi la paix. C'est en travaillant ensemble que nous pourrons bâtir un avenir plus résilient et compétitif pour les deux premières économies en Europe.

Patrick Brandmaier
Directeur général de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

"

La France a su enclencher sur les dernières années les réformes nécessaires pour gagner et maintenir sa place de favori pour les investisseurs étrangers et allemands et instaurer un climat pro business plébiscité. La France doit maintenant capitaliser sur ses atouts et prendre en main avec son voisin allemand les challenges que sont la transition verte et la transition digitale pour les porter au niveau de l'Europe et assurer la compétitivité de cette dernière face aux États-Unis et à la Chine...

Céline Eydieu-Boutté
Leader France et Europe de l'Ouest pour l'activité Audit, Conseil Comptable et Financier, Durabilité et Forensic, EY & Associés

"

... Ces enjeux de souveraineté et de transformation vont nécessiter un environnement réglementaire et fiscal adapté et stable sur le long terme, tout en répondant au dilemme de maintenir des dépenses et un niveau d'endettement contraints. La France va devoir faire preuve de vision et se montrer fédérateur envers ses voisins européens dans un contexte politique et économique challengeant.

Stéphanie Merle-Mortel
Associée, leader de l'activité International Trade Flow Assurance, Europe West, EY & Associés

La France reste une destination privilégiée pour les entreprises allemandes, malgré l'inquiétude sur sa situation économique actuelle

Malgré un contexte de crises économiques et géopolitiques qui s'enchaînent, le bilan reste positif pour la France.

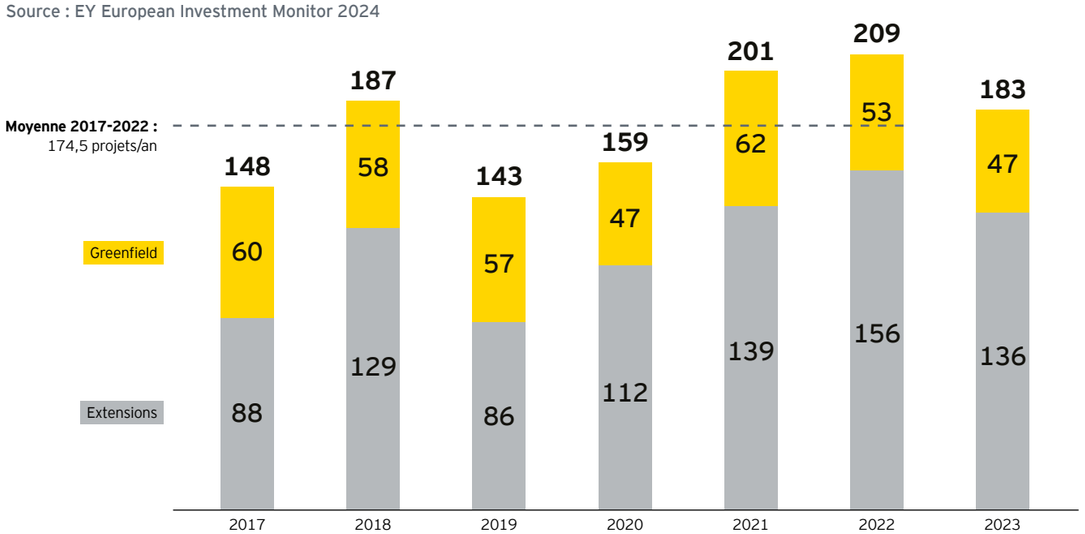
Pour la 5e année consécutive, la France est le pays le plus attractif d'Europe, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Parmi les investisseurs européens en France, l'Allemagne conserve sa place de 1er investisseur dans l'Hexagone depuis 2018. Le nombre d'investissements allemands en France est ainsi de 183 pour l'année 2023, ce chiffre étant en baisse de 12 % par rapport à 2022, mais restant au-dessus de la moyenne de 174 projets par an sur la période 2017 à 2022.

Les nouvelles implantations représentent 26 % des investissements allemands en 2023, contre 74 % d'extensions de sites existants. La France voit sa capacité à attirer de nouveaux projets d'investissements s'effriter sur la période 2017 à 2023 puisque la proportion de nouveaux investissements est passée de 41 % en 2017 à 26 % en 2023, avec une moyenne de 32 % sur la période 2017 à 2022.

Évolution du nombre de projets d'investissements allemands en France (2017-2023)

Source : EY European Investment Monitor 2024



> La coopération franco-allemande doit et va rester un axe décisif en Europe.

Heiko Carrie
Ancien Président, Groupe Bosch Europe Ouest & Sud

Le regard d'EY

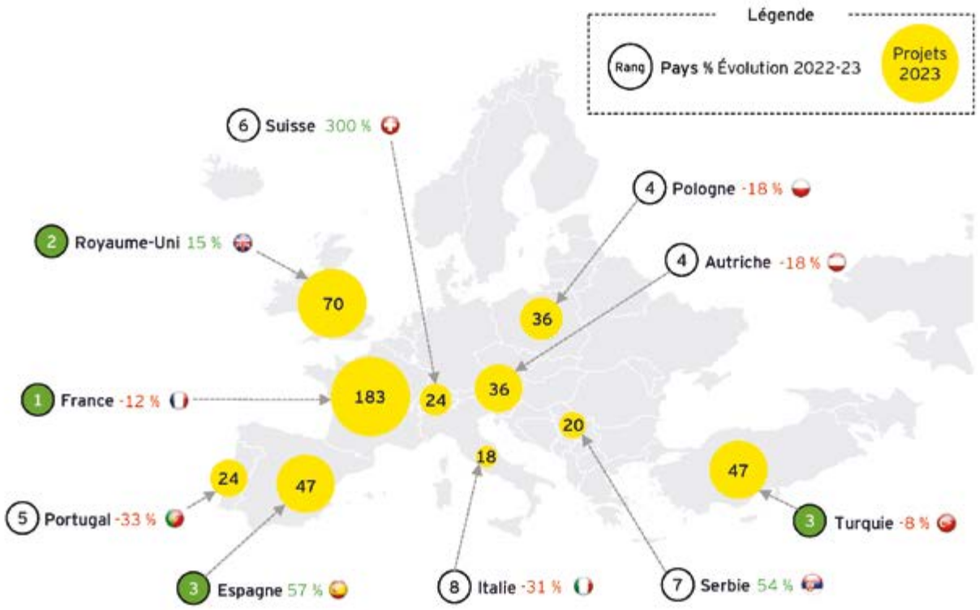
Cette forte proportion d'extensions est un point fort sur lequel capitaliser, car cela démontre la capacité de la France à fidéliser les investisseurs d'Outre-Rhin qui misent sur leurs sites français, les modernisent, investissent dans leur décarbonation et créent proportionnellement autant d'emplois que lors de créations ex-nihilo. Néanmoins, ce propos est à nuancer, car il traduit également la prudence des investisseurs à investir ex-nihilo qui estiment que les désinvestissements sont complexes et coûteux en France, réduisant les marges de manœuvres d'adaptation à la conjoncture, ainsi que la difficulté d'accès au foncier.

Une France toujours dynamique et dans la course, en dépit d'une perception mitigée de sa conjoncture économique immédiate à l'étranger

En 2023, les investisseurs allemands ont restreint le nombre de leurs implantations en Europe à 620, soit une baisse de 10 % par rapport à l'année 2022 avec 686 IDE (Investissements Directs à l'Etranger) et de 6 % par rapport à l'année 2021 avec 661 IDE. La France reste toutefois le premier pays dans lequel sont réalisés ces investissements avec 30 % des projets, stable en part des investissements sur la période 2021 à 2023, devant le Royaume-Uni (11 % des investissements en 2023) et à *ex aequo* l'Espagne et la Turquie (8 %), suivis *ex aequo* par l'Autriche et la Pologne (6 %).

10 principaux pays d'accueil des investissements allemands annoncés à l'étranger en 2023, en nombre de projets

Source : EY European Investment Monitor 2024



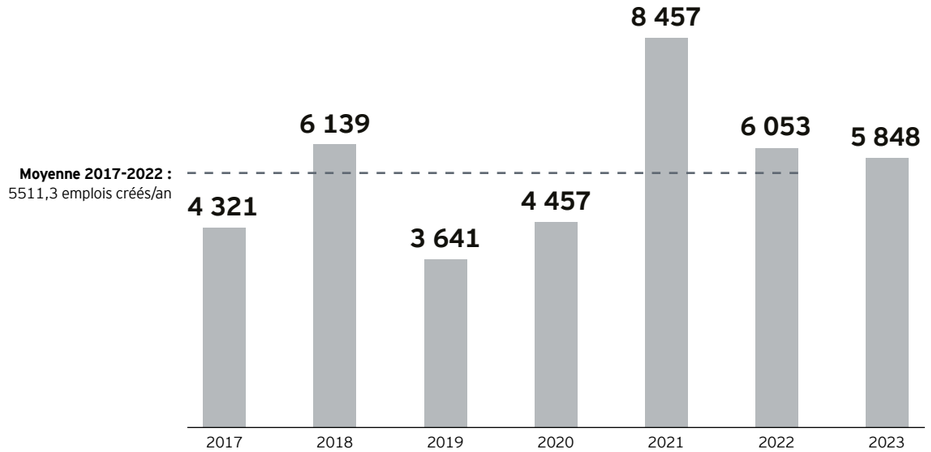
> La créativité, pilier fondamental de l'économie française, se manifeste à travers ses innovations technologiques, ses culturelles dynamiques et son artisanat d'exception, illustrant ainsi la capacité du pays à se réinventer et à rester compétitif sur la scène mondiale.

Dominique Carlac'h
Présidente
D & Consultants

En nombre d'emplois, les investissements allemands on permis de créer, en 2023, 5 848 nouveaux emplois, contre 6 053 en 2022 soit une baisse de 3 %. Et ce nombre reste supérieur de 6 % à la moyenne de 5 511 emplois créés par an sur la période 2017 à 2022. Le nombre moyen d'emplois créés par projet est en hausse entre 2022 et 2023 et depuis 2019 avec 32 emplois créés en 2023, contre 30 en 2022 et 25 en 2019. Les réformes menées depuis lors en termes de flexibilité du droit du travail, abaissement du niveau de charges sociales sur les bas salaires, taxe d'apprentissage auront ainsi permis de faire progresser la taille des projets.

Évolution du nombre d'emplois créés par les projets d'investissements étrangers allemands en France (2017-2023)

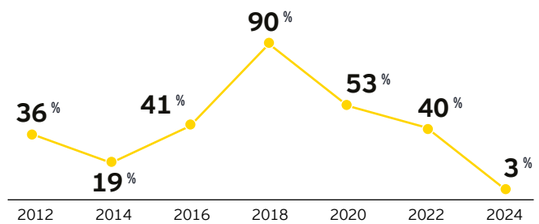
Source : EY European Investment Monitor 2024



Cependant, cette étude fait ressortir de façon très nette la dégradation de la perception de la situation économique de la France, dans un contexte de forte instabilité économique et géopolitique.

La part des entreprises qui considèrent que la situation économique de la France est bonne

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Les entreprises allemandes face à des défis inédits pour l'avenir

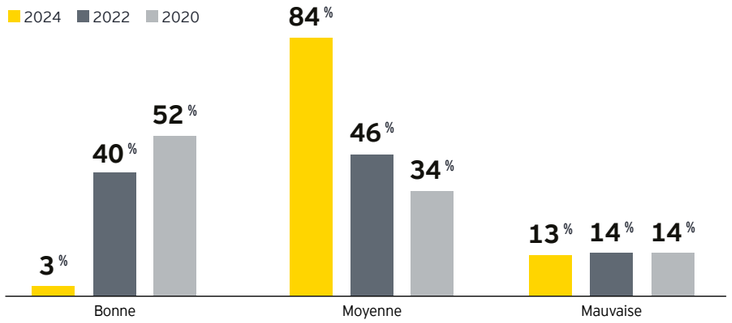
La perception des dirigeants d'entreprises allemandes est globalement satisfaisante à 87 %. Le taux de ceux estimant que la situation économique de la France est « mauvaise » reste stable sur la période 2020 à 2024.

Les entreprises allemandes interrogées voient néanmoins leur confiance dans l'économie française s'effondrer. En effet, 3 % seulement des répondants estiment que la situation économique de la France est bonne. Une consommation et croissance en berne couplées à une reprise repoussée à 2025, un taux d'endettement élevé, un déficit de compétitivité ternissent la perception de l'économie française pour des investisseurs allemands alors que les sujets de transformation structurants tels que l'écologie nécessiteront des investissements significatifs à court et moyen terme.

En deux ans, le nombre de dirigeants qui considèrent que la situation économique de leur secteur est mauvaise a plus que triplé.

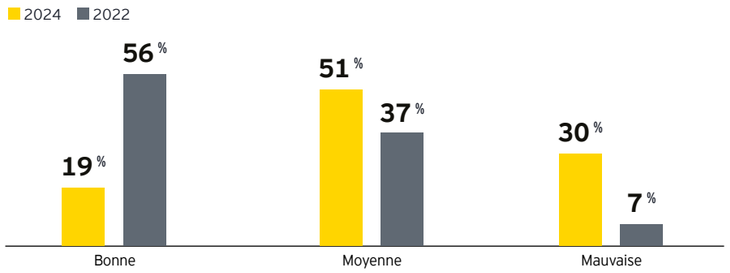
Comment jugez-vous la situation économique du pays ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Comment jugez-vous la situation économique de votre secteur ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Une perception de la situation économique de leur entreprise néanmoins plus positive

Pour plus de la moitié des entreprises allemandes, la situation économique de leur entreprise est restée stable ou est en hausse de plus de 5 % sur les 2 dernières années.

Néanmoins, 43 % d'entre elles affichent une baisse de leur situation économique en 2024, contre 16 % seulement en 2022, dans un contexte qui était déjà fortement inflationniste.

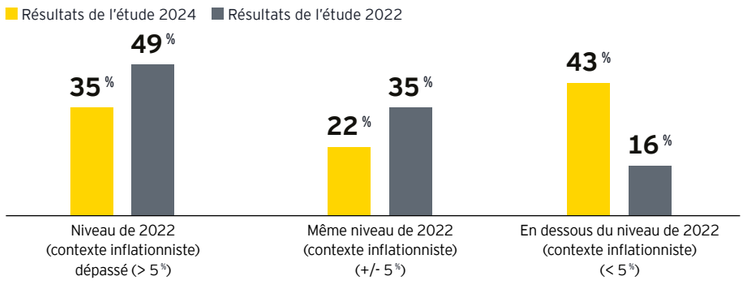
35 % des répondants affichent une situation économique meilleure qu'en 2022 de plus de 5 %, en baisse de 14 points par rapport aux résultats obtenus en 2022.

Les entreprises que nous avons interrogées relèvent un certain nombre de défis à surmonter à court et moyen terme depuis 2 ans, à savoir :

- Des bouleversements dans les chaînes d'approvisionnement ayant conduit tant à de fortes hausses des coûts d'approvisionnement, de transport intra-Europe et intra-France qu'à repenser les *supply chain* via des relocalisations et diversifications des fournisseurs ;
- De fortes tensions sur les coûts tant des prix des matières premières que des salaires. Les stratégies de sourcing de nos répondants ont été revues afin de les rendre plus agiles, les hausses de prix s'accompagnant d'un manque de disponibilité de certaines matières ou composants. Concernant le coût du travail, les répondants notent de fortes tensions sur le marché du travail conduisant outre les difficultés de recrutement à des tensions sociales ;
- Une flambée des coûts de l'énergie. Ainsi, malgré les mesures de soutien mises en place par le gouvernement avec le bouclier tarifaire pour limiter les hausses du coût de l'énergie, les entreprises fortement électro-intensives ont vu cette flambée très fortement impacter leur profitabilité et leur compétitivité. Les entreprises interrogées ont mis en place des politiques de sobriété énergétique pour s'adapter ;
- Des tensions économiques ayant conduit à une forte hausse des coûts de financement pour les entreprises, les conduisant pour certaines à revoir leur politique d'investissements, voire à décaler certaines décisions d'investissements ;
- Une fluctuation de la demande avec des cycles plus courts, une forte régression des achats d'équipements s'accompagnant de pression sur les prix de vente ;
- Des pertes de certains marchés à l'export, en Russie mais aussi vers des pays alliés à la Russie.

Comment jugez-vous la situation économique de votre entreprise ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Le contexte est roi : qu'il soit économique ou géopolitique, il a une fois encore grandement impacté les entreprises

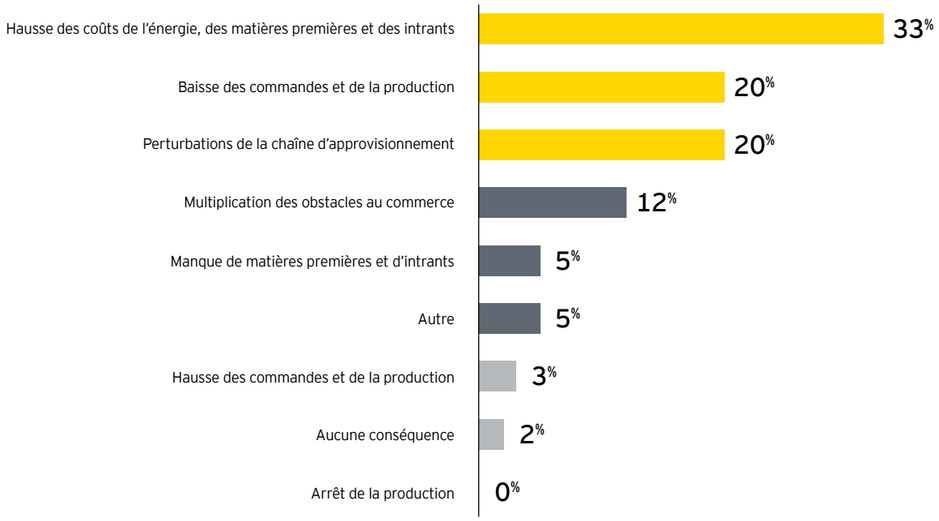
En 2023, les contextes économiques et politiques ont principalement impacté les entreprises en termes de coût de l'énergie et des matières premières à hauteur de 33 %, une baisse de la demande tant intérieure que les exportations pour 20 % et encore des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à 20 %.

Les relocalisations anticipées en pleine crise COVID-19 ne produisent pas l'effet anticipé dans un contexte où les entreprises subissent des chocs du fait d'une situation géopolitique très perturbée, avec une consommation intérieure morose et des cartes rebattues en termes de flux commerciaux liés notamment au conflit Russie-Ukraine pour certains de nos répondants.

Les flux d'approvisionnement restent problématiques tant en termes de disponibilité que de coûts de transport, notamment du fret maritime (restrictions portant sur le canal de Suez, pénurie de containers). Cela oblige nos répondants à plus de flexibilité et de vigilance sur le niveau de performance envers les clients. Les exportations au-delà de l'Europe deviennent également plus difficiles en raison de la régionalisation des chaînes de valeur, qui pourrait être suivie de mesures protectionnistes croissantes. Les groupes allemands poursuivent, dans ce contexte, leurs investissements hors Europe, afin de produire localement pour couvrir les marchés locaux.

Quelles sont les conséquences immédiates du contexte économique et géopolitique pour votre entreprise en France ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Une résilience confirmée

Pour la majorité des entreprises, cette situation très perturbée a été l'occasion de démontrer et réaffirmer, une fois encore, une certaine résilience, un tiers d'entre elles ayant été néanmoins affecté par une baisse de leur performance en 2023.

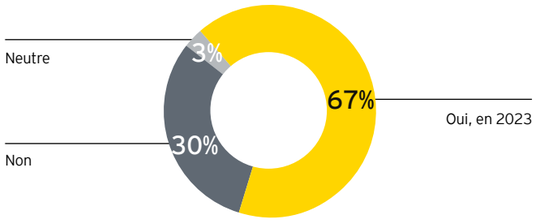
Dans ce contexte, elles sont 22 % à prévoir une baisse de leurs effectifs en 2024, un tiers des entreprises prévoyant néanmoins une hausse de leurs effectifs.

En termes d'investissements, les plans d'investissements ont été revus à la baisse en 2023 par rapport à ce qui était prévu lors de notre étude de 2022. Ainsi, 43 % des répondants prévoyaient à l'époque une hausse de leurs investissements pour l'année 2023, contre une baisse pour seulement 6 %. Le contexte économique leur a fait revoir leur copie et faire des arbitrages, puisque 22 % des entreprises ont vu leurs dépenses d'investissements baisser et que seules 30 % d'entre elles ont vu leur plan d'investissement augmenter, soit une baisse de 13 points par rapport aux anticipations de 2022.

Pour la moitié des entreprises, les plans d'investissements sont restés inchangés en 2023, ce qui traduit une certaine confiance dans les perspectives futures, mais incluent également des dépenses nécessaires en termes de transformation afin d'être en capacité de faire face aux enjeux actuels, de décarbonation ou de relocalisation notamment. C'est le cas dans le secteur de la construction et de l'habitat. Elles ont également investi dans la logistique en modernisant ou étendant les plateformes actuelles situées en France, ou encore dans des services d'ingénierie en informatique ou dans des plateformes de R&D grâce au niveau de qualification reconnu de la main d'œuvre dans l'Hexagone.

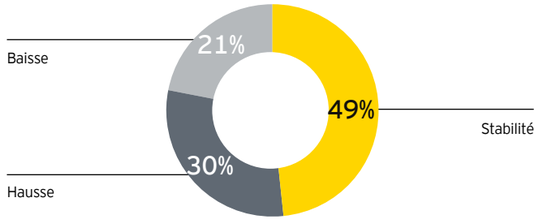
Votre entreprise a-t-elle été en capacité de maintenir sa performance dans le contexte inflationniste ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Comment ont évolué vos dépenses d'investissement en 2023 ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Une perception plus sévère des mesures d'accompagnement des entreprises en France

Dans ce contexte, les entreprises estiment à 73 % avoir été suffisamment accompagnées par les autorités françaises pendant et après la crise. Au plus fort de l'inflation en 2022, elles étaient 89 % à avoir apprécié les mesures d'accompagnement mises en place par le gouvernement.

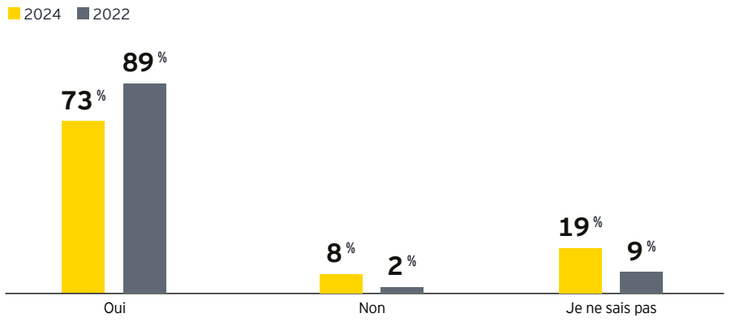
On note toutefois une croissance de l'incertitude de certains chefs d'entreprises qui peinent à évaluer l'efficacité de l'aide accordée.

Certains secteurs d'activité tel que le secteur de la construction et de l'habitat sont en attente de mesures d'accompagnement fortes sous forme d'incitations fiscales au vu des mises en chantiers qui se sont effondrées dans un contexte économique de hausse d'inflation couplée à une forte hausse des taux d'intérêts.

Les projets d'investissement de transformation et de développement durables nécessitent en outre un soutien fort du gouvernement, une transparence dans l'orientation et l'enveloppe de ces soutiens mais également une stabilité du cadre réglementaire. La centralisation des supports d'aides aux entreprises et la simplification des démarches est également une attente forte des répondants. Ils mettent en exergue le fait qu'il est difficile pour un groupe étranger d'avoir une vision claire des subventions et aides publiques disponibles au financement de certains projets, et que la lourdeur des dossiers administratifs ne coïncide pas avec le calendrier d'investissements des entreprises. Dans ce cadre, certains répondants ont souligné l'intérêt des agences de développement régionales qui sont un vrai support d'accompagnement des investisseurs.

Estimez-vous que les autorités françaises ont bien accompagné les entreprises pendant et après la crise ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



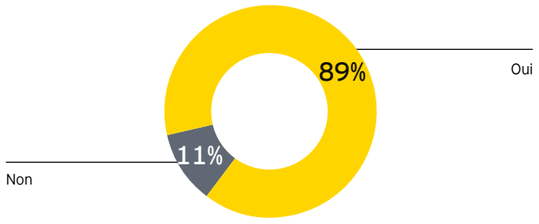
Vers plus de performance grâce aux nouveaux modes de travail hybride ?

En termes d'efficience des nouveaux modes de travail avec la mise en place de modes de travail hybride depuis la crise du COVID-19, les entreprises semblent gérer sans noter de réel impact sur leur performance globale et relèvent dans cette enquête qu'elles se sont finalement bien adaptées à cette nouvelle donne. Ainsi, elles sont 89 % à avoir adopté des modes de travail hybride, mais elles ne sont qu'un peu plus d'un tiers à estimer que ces nouveaux modes de travail ont un impact positif sur leur performance.

L'adoption rapide de ces nouveaux modes de travail traduit également un contexte de guerre des talents, les salariés revendiquant un meilleur équilibre vie professionnelle / vie personnelle et faisant des conditions de travail offertes par les entreprises un vrai critère différenciant. Les nouvelles générations arrivant sur le marché du travail sont ainsi particulièrement sensibles au télétravail.

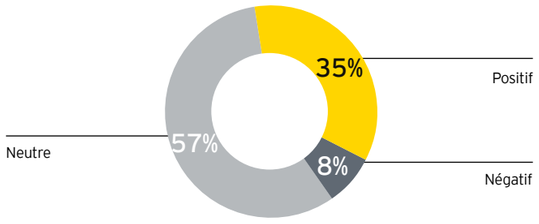
Nouveaux modes de travail hybride : votre entreprise a-t-elle adopté ces nouveaux modes ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Le travail hybride est-il un enjeu pour la performance de votre entreprise ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



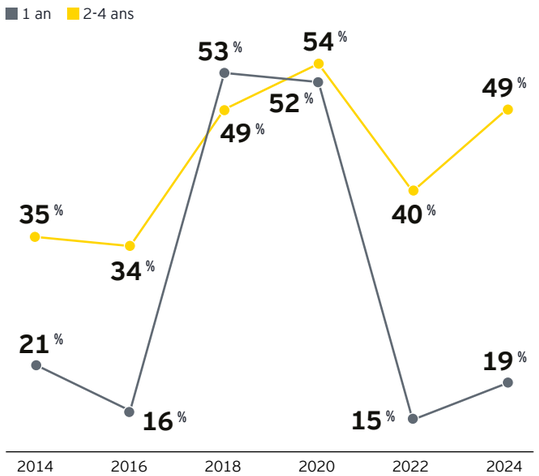
Une confiance en berne à court terme, mais résolument optimiste à moyen terme

Alors que le sentiment de confiance à court terme est en berne sur 2023, la confiance des investisseurs allemands sur les perspectives économiques de leurs investissements en France à moyen terme n'a jamais été aussi élevée.

Après la surprise du choc inflationniste de 2022 et alors que 19 % des entreprises estiment les perspectives de l'économie française comme bonnes ou encourageantes à 1 an, quasiment une entreprise sur 2 estime qu'elles seront bonnes ou satisfaisantes à 2-4 ans, ce qui traduit une amélioration de 9 points par rapport à 2022 et démontre une confiance certaine dans la capacité de la France à rester un marché attractif.

Perspectives bonnes / encourageantes à 1 an et 2-4 ans de l'économie française

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028

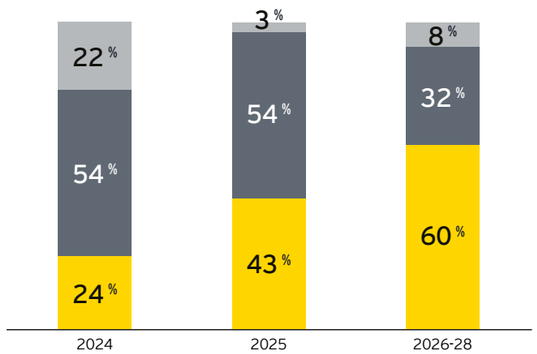


Concernant leurs propres perspectives économiques, une fois de plus, les entreprises allemandes en France sont plus optimistes que ne l'est leur jugement global sur le contexte économique de la France.

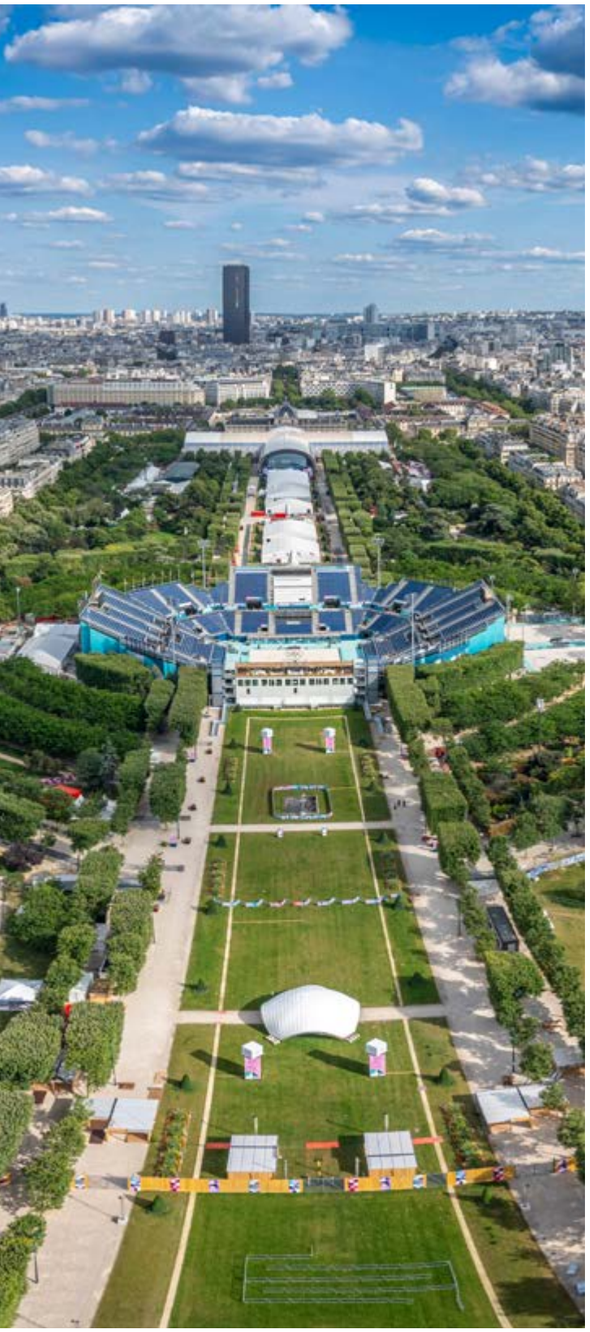
Ainsi, si elles sont 22 % à estimer que les perspectives d'évolution de leur activité à 1 an sont mauvaises, alors qu'elles ne sont plus que respectivement 3 % et 8 % à l'anticiper pour 2025 et la période 2026-2028…

Comment sont les perspectives d'évolution de l'activité de votre entreprise à 6 mois, 1 an et 2-4 ans ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



… On peut toutefois constater que malgré les soubresauts et événements tant économiques que géopolitiques qui se produisent et s'enchaînent depuis 2020 et la survenance de la pandémie, les entreprises interrogées n'ont jamais été aussi confiantes sur leurs perspectives à 2-4 ans. En 2024, elles sont 60 % à estimer que leur activité évoluera favorablement d'ici 2026-2028, ce qui est un record depuis 2014, cette confiance n'ayant cessé de s'améliorer depuis un regain marqué en 2018, et hormis l'année 2020 du COVID-19.

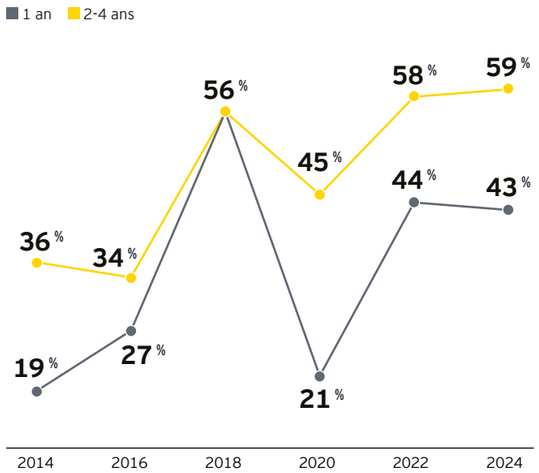


Une confiance des entreprises réaffirmée à moyen terme

Les dirigeants d'entreprises allemandes ont toujours été plus optimistes sur leurs perspectives à plus long terme (+18 points vs. à 1 an). Cela traduit leur confiance dans la demande intérieure, la résilience et l'agilité que les entreprises n'ont cessé de démontrer depuis la crise du COVID-19 et la capacité de la France à se transformer notamment au vu des bouleversements engendrés par les nouveaux enjeux liés au coût de l'énergie, au développement durable, ou encore à l'intelligence artificielle.

La part des entreprises qui considèrent comme « bonnes » les perspectives d'évolution de leur activité à 1 et 2-4 ans, représentée au cours du temps

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028

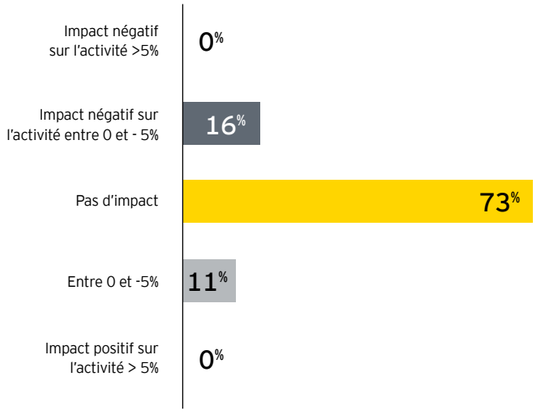


Les JO comme moteurs de la croissance en 2024 ?

La France étant le pays organisateur des Jeux Olympiques en 2024, nous avons interrogé les entreprises sur les perspectives d'évolution de leur activité liée à ces jeux. Pour les trois quarts d'entre elles, l'organisation de ces jeux n'aura pas d'impact direct sur leur activité.

Les perspectives d'évolution de l'activité de votre entreprise pour 2024 sont-elles impactées par les Jeux Olympiques de Paris ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



"

Pour 2024/25, nous attendons des perspectives modérées, pour 2026 à nouveau des taux de croissance plus forts malgré le contexte géopolitique et les annonces de baisses de taux par la banque centrale. Actuellement, les risques sont discrets, mais sans amélioration notable de l'économie allemande, les risques ne sont pas exclus. La politique allemande hésite à réformer, tandis que le gouvernement français gère mieux et est plus agile que le système fédéral en Allemagne.

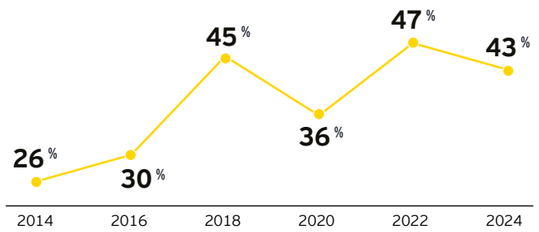
Michael Hess
Directeur Général
SaarLB

Des signes d'éclaircie à moyen terme…

Les entreprises allemandes en France plébiscitent toujours les compétences et la capacité d'adaptation de la main d'œuvre en France et sont 43 % à anticiper des hausses de leurs effectifs à 2-4 ans.

Perspectives d'évolution des effectifs à 2-4 ans à la hausse depuis 2014

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Elles restent très largement minoritaires à anticiper une baisse de leurs effectifs à 2-4 ans, à 8 %, ce qui reste relativement stable comme tendance depuis 2014 et traduit la capacité des entreprises à trouver la main d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin.

Des politiques d'investissement toujours ambitieuses

Une entreprise sur 4 anticipe une hausse de ses dépenses d'investissements à 2-4 ans et une entreprise sur deux anticipe une stabilité de ses dépenses.

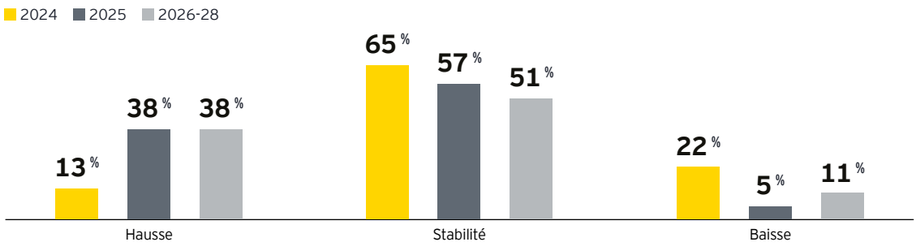
Par exemple, dans le secteur de l'installation électrique, les perspectives à moyen terme sont encourageantes et justifient les investissements réalisés en France. La demande de logements est susceptible d'augmenter en raison de la croissance démographique. Parallèlement, la transition énergétique est enclenchée, et, bien que moins prononcée en France qu'en Allemagne, se manifeste par une augmentation du nombre de véhicules électriques. La législation contribue également à cette dynamique en imposant une consommation réduite et en favorisant la sobriété énergétique. Les compétences disponibles en France et un savoir-faire dans le domaine de l'automatisation et de l'efficacité énergétique des installations industrielles justifient les investissements continus dans l'outil industriel en France.

… mais l'ombre du protectionnisme plane à l'horizon

Dans un contexte géopolitique clivant, les conflits se multipliant et le contexte politique mondial ayant beaucoup d'échéances en 2024 avec un nombre particulièrement élevé d'élections à venir pouvant rebattre les cartes en termes de politique économique et relations commerciales, les entreprises anticipent principalement une hausse du protectionnisme pouvant impacter le commerce international à long terme, ainsi qu'une hausse de l'influence politique sur les chaînes d'approvisionnement avec la mise en œuvre de barrières tarifaires et non-tarifaires ainsi qu'une plus forte polarisation économique entre régions du monde.

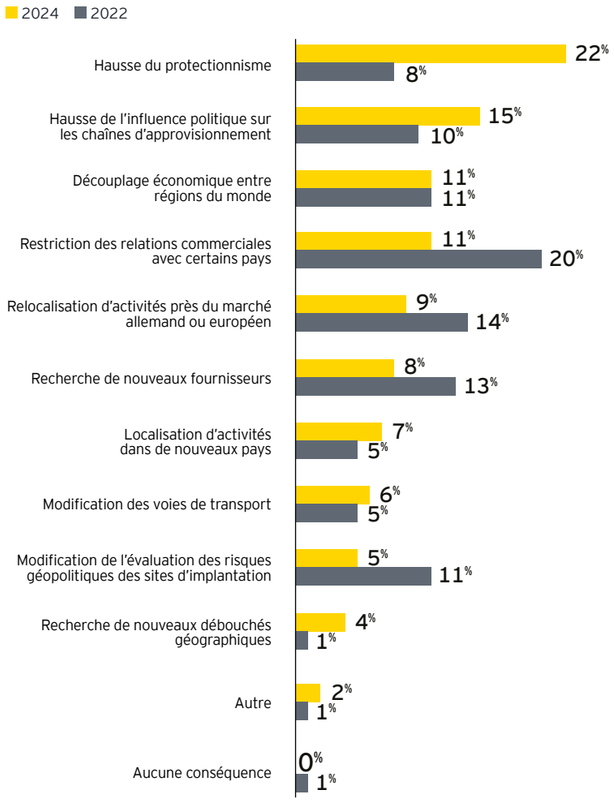
Comment devraient évoluer vos dépenses d'investissement ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Quelles conséquences à long terme imaginez-vous sur le commerce international ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Le regard d'EY

Face à la crise politique, les groupes familiaux allemands, tout en étant attentistes, adoptent une vision à long terme et maintiennent leur confiance à leurs filiales. Les investissements ne sont pas arrêtés mais les investissements tendent à être réalisés avec une plus grande vigilance, en particulier pour les investissements ne générant pas directement d'activité. Les entreprises ont, pour une grande partie, investi de manière significative dans des initiatives durables, comme l'installation de chaufferies géothermiques et l'installation de panneaux photovoltaïques, toutefois, elles restent prudentes dans ce contexte incertain. Tous les investissements sont maintenant organisés et recentrés sur le business, avec un retour sur investissement plus documenté aux maisons-mères.

Parmi les entreprises interviewées dans le cadre de l'étude ayant pris part à un questionnaire flash d'EY / CFACI au lendemain des élections législatives du 7 juillet 2024, seules 25 % prévoient une diminution de leur plan d'investissement, indiquant une certaine hésitation au milieu de l'incertitude politique. 75 % des répondants prévoient de maintenir un plan d'investissement identique à celui d'avant les élections. Dans l'ensemble, le sentiment prédominant parmi les personnes interrogées est la prudence et la préoccupation, reflétant une méfiance vis-à-vis de l'impact des élections législatives sur les paysages économiques et d'investissement, avec un accent particulier sur l'influence de la composition du gouvernement sur l'attractivité de la France pour les investisseurs, la future politique et son coût étant très incertains.

"

En 2023, les entreprises ont bénéficié de subventions pour atténuer les coûts énergétiques, mais ces aides financières prennent fin en 2024. Face à l'expiration de ces subventions, elles ont dû souscrire à des conditions peu avantageuses, influencées par un contexte de négociations tendues. Durant les négociations, les messages anxiogènes du gouvernement sur d'éventuelles pénuries d'électricité ont contribué à une prise de décision précipitée et défavorable pour l'année 2024.

Pierre Kopp
Directeur Administratif
et Financier FERCO

Des atouts en matière d'industrialisation et d'accompagnement malgré un manque de compétitivité en matière de coût du travail

Les critères pour décider d'une implantation à l'étranger cités par les entreprises interrogées sont relativement constants d'une année à l'autre. Le premier critère reste ainsi la taille du marché intérieur (pour 92 % des répondants), le second la main d'œuvre qualifiée (pour 92 % des répondants). La productivité et la compétitivité – coût du travail sont *ex-aequo* en troisième position. Vient ensuite la stabilité politique jugée comme critère très important pour près de la moitié des entreprises.

Ces résultats mettent néanmoins en exergue une importance accrue des questions énergétiques et de développement durable :

- 72 % des entreprises jugent importants (à hauteur de 31 %) les choix politiques en matière d'énergie dans leurs décisions d'investissements. Dans notre étude de 2018, la politique énergétique n'était un critère très important que pour 6 % des entreprises.
- La question de l'approche politique en matière de changement climatique entre également dans les critères importants et très importants pour 66 % des entreprises, signe que cet enjeu figure en bonne place dans les agendas des groupes.

Le niveau d'endettement d'un pays est devenu un critère important pour plus de la moitié des entreprises.

Les investisseurs allemands sont également sensibles à la présence dans un pays de sociétés innovantes qui seront à même d'accompagner leur propre transformation, sur les sujets de transition énergétique, intelligence artificielle par exemple.

L'éthique et la compliance sont aussi des éléments entrant dans les *key drivers* des investisseurs de notre enquête.

Enfin, la maturité des entreprises françaises en matière de problématiques RH est appréciée, dans un contexte de responsabilité sociale des entreprises renforcée par des réglementations nationales et européennes.

"

La France, c'est le génie et la folie ! Il y a beaucoup d'audace en France et soudain cela dérape et il y a l'envie de tout contrôler.

Daniel Hager
Président du conseil de surveillance Hager Group

"

La France est un formidable creuset, riche d'une grande diversité de talents mais aussi d'origines et de cultures.

Elle peine toutefois à mettre à profit cet atout qui pourrait être une formidable ressource afin de mieux appréhender la complexité du monde d'aujourd'hui.

Boris Lombard
Président KSB SAS
Président Division
Robinetterie Groupe KSB

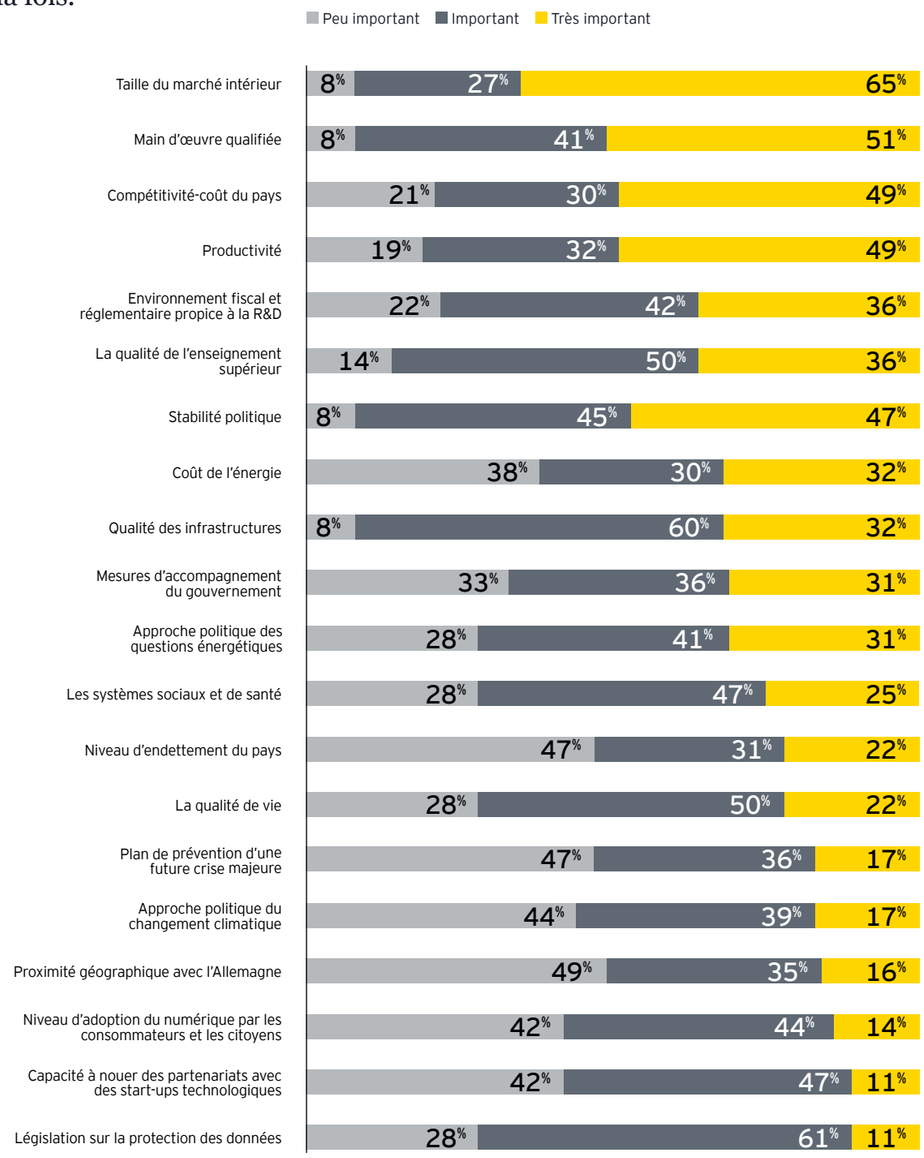
"

Le paradoxe français : séduisante et compliquée à la fois.

John Baltay
Directeur
du marketing
GSE Group

Critères dans le choix d'une implantation en France

Source : Enquête CFACI/EY – Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028

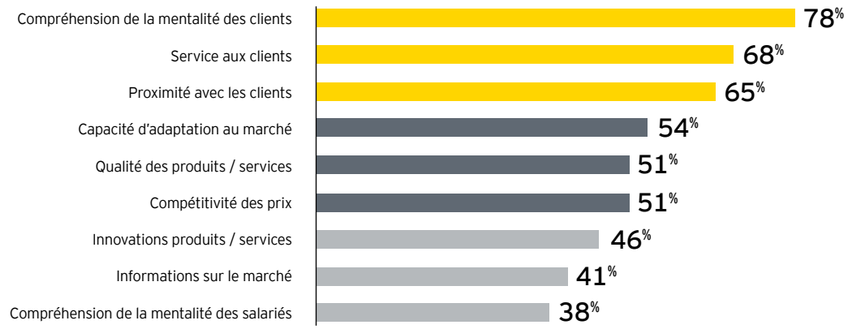


Wie Gott in Frankreich : l'Hexagone ne manque pas d'arguments pour attirer les entreprises allemandes

Des priorités pour les entreprises souhaitant réussir leur implantation en France qui ne varient guère depuis notre dernière étude. Ainsi, les trois premiers critères restent la compréhension de la mentalité des clients à 78 %, le service apporté aux clients à 68 % et la proximité avec les clients à 65 %. Pour plus de la moitié des entreprises, il est également prépondérant de savoir s'adapter au marché, de proposer des services et produits de qualité avec une bonne compétitivité des prix.

Quels sont les critères de réussite d'une implantation en France les plus importants ?

Source : Enquête CFACI/EY – Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



La France peut capitaliser sur certains atouts plébiscités par les investisseurs allemands qui sont la qualité de ses infrastructures, des politiques incitatives d'accompagnement de la R&D avec un microcosme riche de start-ups et la fameuse start-up nation voulue par Emmanuel Macron, une situation géographique permettant une bonne gestion des flux pour des investisseurs allemands doublée d'une demande intérieure soutenue, la présence de personnel qualifié dans un contexte de guerre des talents et de tensions fortes en Allemagne et un accès facilité aux technologies.

Un investisseur allemand sur deux apprécie également la capacité d'innovation du monde économique et académique de la France.

En revanche, ne sont pas considérés comme différenciants pour des investisseurs allemands la productivité des salariés français par rapport aux salariés allemands, la flexibilité de l'organisation du travail, la capacité à trouver le personnel compétent sur le marché du travail, l'efficacité administrative ou encore l'engagement des salariés.

"

La France, une grande richesse pas suffisamment exploitée.

Stefan May
CEO Automotive / Focus Country Head France Continental Automotive France S.A.S

En général, la France est perçue par les répondants comme un pays séduisant pour les investisseurs internationaux, notamment grâce aux efforts du gouvernement de Macron pour encourager et attirer la digitalisation et l'industrie technologique. D'autant plus que l'intérêt des entreprises étrangères pour la France s'est intensifié avec la diminution du rôle du Royaume-Uni en tant que pôle économique majeur. Toutefois les PME allemandes éprouvent des difficultés à s'établir sur le marché français, fortement centralisé autour de Paris. Cette centralisation peut nuire à l'attractivité du pays. Pour améliorer son image et son attractivité, la France pourrait davantage valoriser ses régions.

Des infrastructures d'exception et une main d'œuvre de qualité, contrebalancés par une pression fiscale étouffante

Les répondants mettent également en avant le rayonnement dont bénéficie la France à l'international, son savoir-faire ou son expertise technologique reconnus dans certains secteurs d'activité, l'existence de vraies filières générant des opportunités d'affaires intéressantes comme dans la défense, l'aérospatial et l'industrie des énergies, un support politique pro-business et sur les sujets commerciaux stratégiques, un accès à une énergie décarbonée ou encore un cadre réglementaire volontariste en faveur de l'environnement.

En revanche et malgré un certain nombre de réformes engagées à partir de 2018 pour gagner en compétitivité et attractivité, la France souffre encore d'un manque de compétitivité en matière de coût du travail avec des charges sociales jugées toujours trop élevées, une pression fiscale encore trop forte malgré les réformes notamment en matière de taux d'imposition des sociétés, le dialogue social plus complexe qu'en Allemagne et ne favorisant pas le compromis ou encore le droit du travail complexe et peu flexible pour les entreprises.

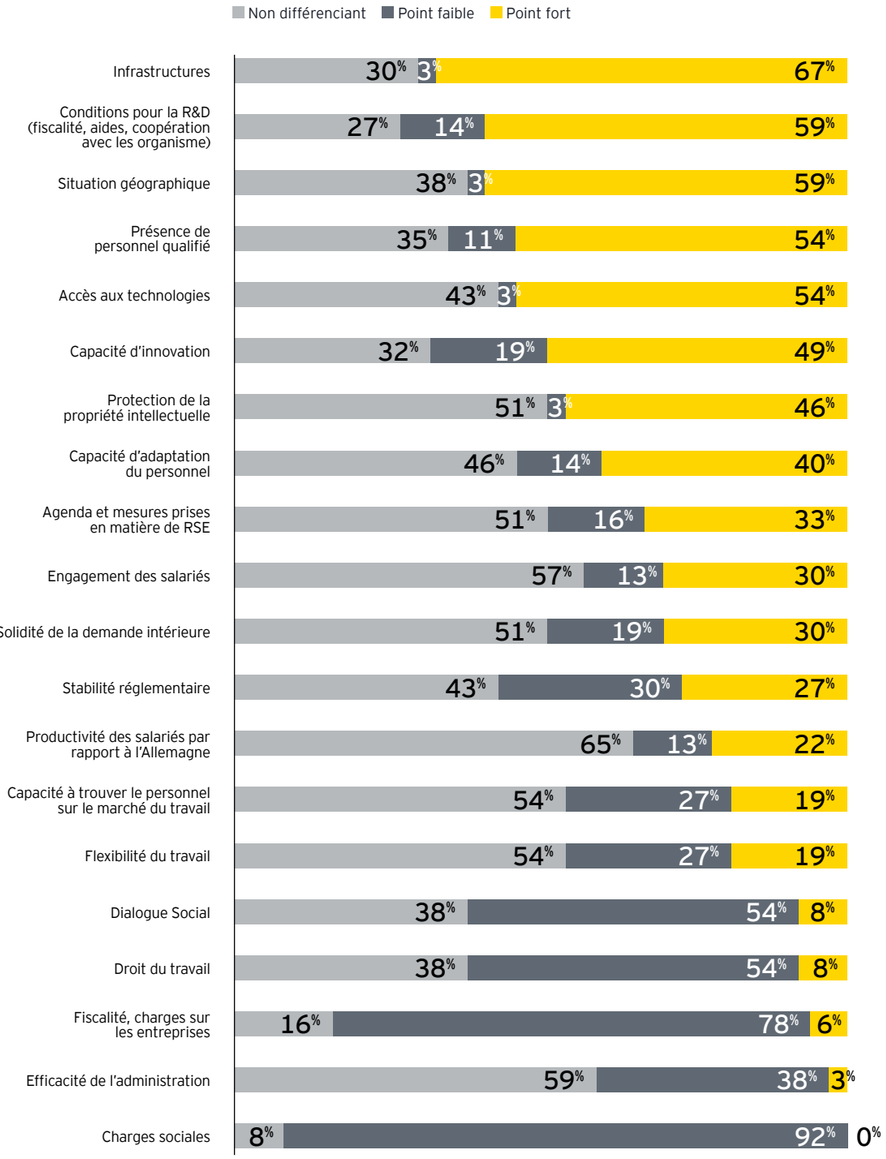
"

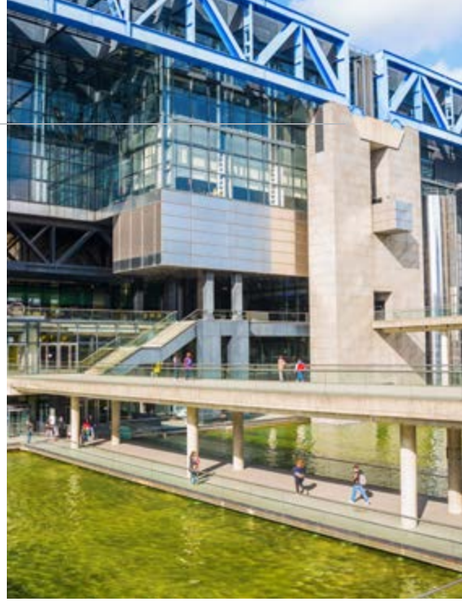
Réveiller le géant français pour libérer son potentiel !

Olena Kushakovska
Présidente SAP Labs France

Critères de satisfaction des entreprises vis-à-vis de la France

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028





"

La France produit chaque année de très nombreux talents et doit continuer son travail pour les attirer et les garder.

C'est un pilier de l'Europe qui constitue avec l'Allemagne la fondation de ce continent.

Henri Paccalin
Président, Daimler Buses France
Production, Ventes & Marketing
filiale du Groupe Daimler Truck AG

Le regard d'EY

Pour rester dans la course et marquer la différence, la France doit continuer à travailler sur les enjeux suivants :

1. Coût de la main d'œuvre : il est impératif de rendre le coût de la main d'œuvre plus compétitif via des baisses de charges sociales et taxes, mais également de simplifier les lois sur le travail pour garantir une certaine lisibilité aux investisseurs. Autre sujet structurant : la qualité du dialogue social et son amélioration.
2. Coûts de l'énergie : plan pluri-annuel de l'énergie permettant de rassurer sur son coût et assurer une disponibilité suffisante, soutenir la trajectoire bas carbone.
3. Stabilité législative combinée à une simplification.
4. Trajectoire fiscale volontaire : poursuivre les efforts sur les impôts de production et garantir une stabilité permettant aux investisseurs de se projeter à long terme et être en capacité de se mesurer à d'autres puissances telles que les US avec l'IRA.
5. Porter l'ambition en matière de changement climatique et se donner les moyens d'y parvenir en accompagnant les entreprises dans leur transition.

"

La France peut être astucieuse. C'est un pays un peu revendicateur mais qui peut trouver des réponses quand il est passionné par quelque chose.

Anouk Golly
Présidente du Directoire
Würth France

La France, nouveau paradis des grands groupes industriels allemands ?

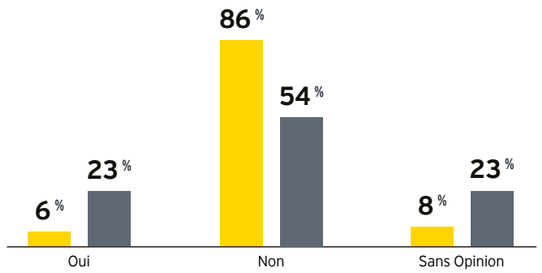
Les initiatives prises dans le cadre de Choose France, France 2023 et les réformes engagées par le gouvernement français à la suite de l'élection d'Emmanuel Macron avaient été saluées lors de nos précédentes études et avaient conduit à un regain d'attractivité de la France. Les entreprises les jugent toutefois insuffisantes pour marquer véritablement la différence en matière d'attractivité et pour rester compétitif face à une Chine concurrençant les pays européens sur leurs industries historiques en raison de coûts inférieurs ou encore des Etats-Unis ayant mis en place des réformes fiscales avec l'IRA (*Inflation Reduction Act*) faisant une différence quand il s'agit d'attirer les investisseurs étrangers par rapport aux pays européens.

Les entreprises sont ainsi 86 % à estimer qu'il faut aller plus loin dans les réformes. En 2022, elles étaient 23 % à affirmer que les réformes entamées allaient dans la bonne direction. Elles ne sont plus que 6 % à juger que cela suffira pour se démarquer des autres grandes puissances dans un contexte de guerre commerciale exacerbée.

Les répondants regrettent la lourdeur des aspects réglementaires qui s'additionnent aux réglementations européennes. Il s'agit d'un point de vigilance, car ces aspects peuvent devenir étouffants pour les PME notamment.

Considérez-vous que les réformes des 5 dernières années suffisent pour assurer l'attractivité du pays ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



"

La France est un marché très exigeant, avec d'un côté de grands prestataires de services à bas prix et de l'autre des petites sociétés de conseil hautement spécialisées.

Plutôt que de simplement transposer notre offre sur le marché allemand, des approches sur mesure sont nécessaires.

Tino Müller
CEO P3 France

L'attractivité de la France : les défis à relever pour que la France reste dans le focus des investisseurs allemands

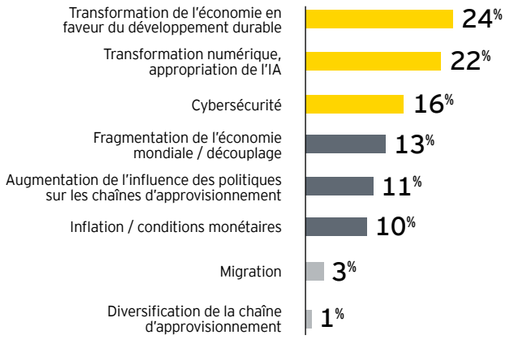
Nouveaux horizons : la liste des défis révolutionnée

Les défis à venir des entreprises européennes et françaises sont structurants et marqueront un tournant technologique, les obligeant à revoir leur stratégie globale si elles veulent les surmonter et conserver leur attractivité au niveau mondial.

Ainsi, de nouveaux risques et défis ont été mis en exergue par le contexte géopolitique de ces dernières années et le réchauffement climatique qui s'accélère.

Quels sont pour votre entreprise les principaux défis géopolitiques pour les cinq prochaines années ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Lorsqu'on interroge les entreprises sur leurs principaux défis pour les cinq prochaines années, de nouveaux risques ressortent dans le top 3 des agendas. Le développement durable devient ainsi le 1er défi auquel les entreprises estiment devoir se confronter car il engendre de véritables bouleversements dans leur stratégie et chaîne de valeur. La transformation numérique et l'appropriation de l'intelligence artificielle ressortent en deuxième position suivies du risque de cybersécurité.

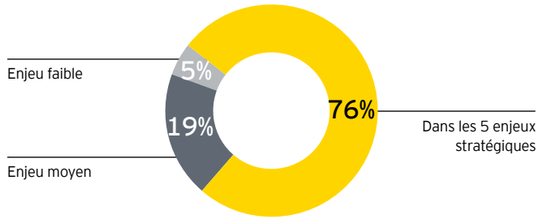
ENJEU N°1
Le développement durable

Pour près de 8 entreprises sur 10, il s'agit de l'un de leurs cinq enjeux stratégiques.

La crise du Covid avait fortement accéléré les investissements liés à la transition écologique. Les nouvelles réglementations européennes et françaises en matière de durabilité n'ont fait que renforcer cette tendance de fonds.

Dans le contexte économique actuel, quelle est la politique de votre Groupe et société en matière de développement durable ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



“

La décarbonation et l'Allemagne ne sont pas seulement des impératifs environnementaux, mais des leviers essentiels pour garantir la compétitivité stratégique et économique de la France. En investissant dans des technologies propres et durables, nous assurons un avenir prospère et résilient pour notre nation.

Yara Chakhtoura
Présidente Siemens Energy France

Leadership écologique : la France devance-t-elle l'Allemagne sur le front du développement durable ?

Dans ce contexte, elles sont 41 % à estimer que le soutien et les initiatives du gouvernement français en faveur du développement durable sont suffisants. L'évolution de ce taux sur les 4 dernières années est à interpréter avec précaution. Ainsi, si facialement les entreprises semblaient convaincues à 37 % que le soutien du gouvernement était suffisant en 2020, c'est en omettant le fait que le développement durable n'occupait pas la place qu'il occupe aujourd'hui dans l'agenda des entreprises, les entreprises interrogées il y a 2 ans étant ainsi à 25 % sans opinion.

En 2022, les entreprises commençaient à mesurer la véritable urgence à transformer leur business model vers des modèles plus durables et à mesurer les impacts que les nouvelles directives européennes en matière de développement durable pourraient avoir sur leur attractivité. Elles appelaient également à un changement de paradigme pour assurer l'attractivité de l'Europe tout en relevant ce défi en faisant en sorte que l'Europe soit le nouveau « local ».

Les attentes sont fortes et la France est d'ailleurs en avance de phase par rapport à l'Allemagne, notamment du fait de la présence de majors dans leur secteur du BTP par exemple, qui exigent une mesure de l'empreinte carbone sur chaque produit. Les entreprises allemandes sont moins avancées dans cette démarche et n'ont pas toutes encore compris l'urgence de ces questions par rapport à l'empreinte carbone selon nos répondants.

La France a été pionnière via un certain nombre d'initiatives dans le cadre du plan « industrie verte » afin de favoriser une réindustrialisation décarbonée de la France. Ce plan est destiné à faciliter la décarbonation des principaux sites émissifs du pays et intègre des aides à l'implantation de nouvelles filières dans le domaine de la mobilité électrique, des énergies renouvelables ou de la production d'hydrogène. Cette initiative est pionnière en Europe et doit inscrire la France dans une stratégie de décarbonation.

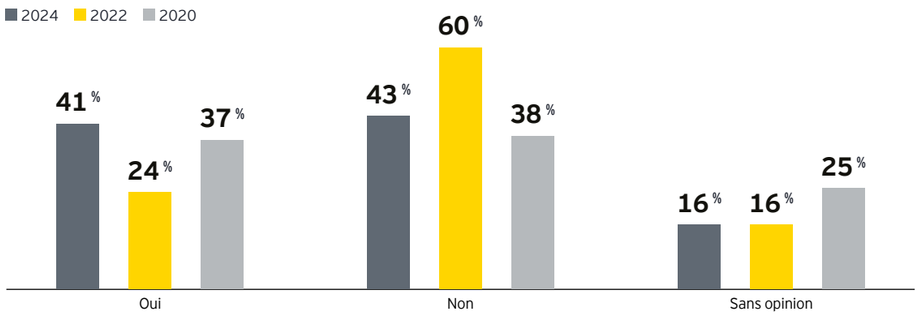
“

En réponse à la législation européenne qui impose la décarbonation des poids lourds d'ici 2035, le groupe a révisé sa stratégie pour favoriser le passage aux véhicules électriques, à l'hydrogène et aux piles à combustible avec l'objectif d'être décarboné d'ici 2035. Toutes les usines de Mercedes Benz devront atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. Cela implique d'importants investissements sur les sites de production en France et en Allemagne, notamment dans l'achat d'électricité verte et dans des bâtiments à basse consommation énergétique. Le groupe avance vers ces objectifs à marche forcée.

Guy Siebert
Président Mercedes Benz Truck

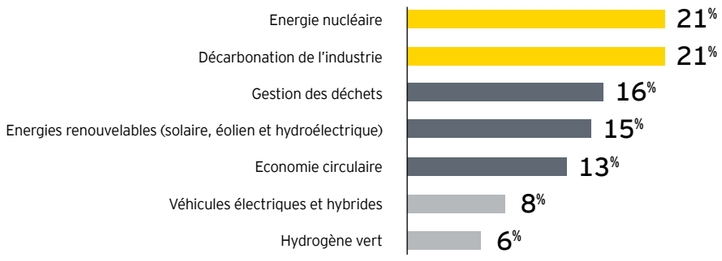
Considérez-vous que les efforts du gouvernement français en faveur du développement durable sont suffisants ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



Selon vous, quelles sont les priorités d'investissement en faveur du développement durable en France pour les cinq prochaines années ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



FOCUS

Les défis du secteur automobile

S'il est un secteur particulièrement impacté depuis quelques années par le sujet de la décarbonation mais également par les incertitudes géopolitiques, induisant une transformation profonde de toute la filière, c'est bien celui de l'automobile. Les entreprises interviewées de ce secteur relèvent plusieurs tendances.

La première, dans le secteur des camions, est que la France redevient attractive pour des investisseurs allemands en termes de compétences et de coût de la main d'œuvre qualifiée. Dans un contexte économique très perturbé dans certains pays européens tels que la Turquie, historiquement attractive en termes de coûts de la main d'œuvre et grâce à sa proximité en Europe, l'inflation galopante rend les coûts des talents qualifiés très instables et moins attractifs que par le passé. Les groupes allemands retrouvent ainsi un intérêt à relocaliser certaines équipes d'engineering en France, pays limitrophe où le coût des ingénieurs reste plus attractif qu'en Allemagne et où la guerre des talents est moins virulente qu'en Allemagne.

La deuxième tendance est relative au basculement du moteur thermique vers la propulsion électrique qui représente un défi de taille pour les constructeurs européens. Mais si ce basculement a été encouragé en France et en Allemagne au moyen de subventions et bonus, cette transformation n'a pas lieu sans difficultés. Pour les constructeurs historiques et notamment européens, les barrières à l'entrée relatives au moteur thermique sont tombées et la concurrence s'est élargie notamment avec l'arrivée des constructeurs chinois. On assiste donc en Europe mais également en Amérique, au retour des barrières douanières à l'entrée pour garantir le « *level of playing field* ».

La transformation de la filière automobile reste un vrai défi, avec des solutions techniques restant à définir et un impact du contexte géopolitique très prégnant.

ENJEU N°2

L'intelligence artificielle

L'IA, vecteur de renouveau ou élément perturbateur ?

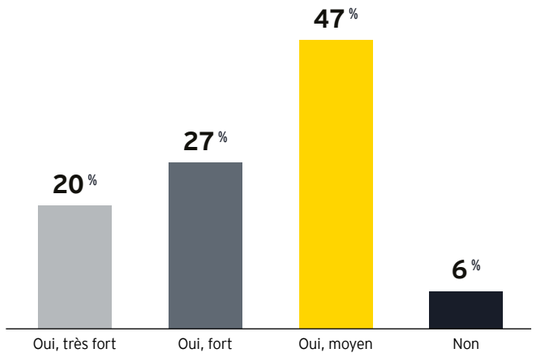
Le défi de l'intelligence artificielle : les entreprises ont pris la mesure des évolutions que va apporter l'IA dans leur façon d'opérer. Elles ne sont ainsi que 7 % à estimer que l'IA n'aura pas d'impact sur la performance de leur entreprise.

Les entreprises n'attendent pas réellement d'impact à court terme sur le nombre d'emplois mais plutôt sur la nature des qualifications recherchées et profils métiers.

Le sujet étant encore mal appréhendé par les entreprises, elles n'ont pas encore pris toute la mesure des impacts que l'IA pourrait avoir sur leur activité et leur productivité, mais en attendent des emplois à plus forte valeur ajoutée et des tâches récurrentes plus processées. Les sociétés de *project management*, consulting et ingénierie informatique anticipent peu d'impacts à court terme, mais une transformation de leur métier sur le long terme.

Estimez-vous que l'essor de l'IA aura un impact sur la performance de votre entreprise ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028

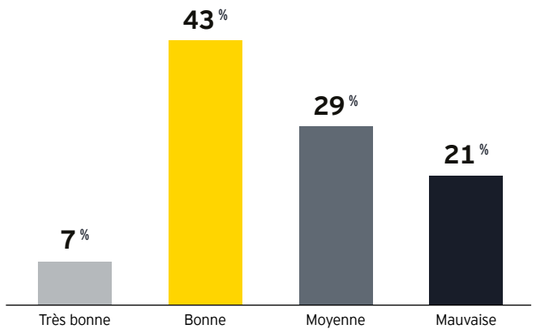


Elles sont la moitié à trouver que les mesures prises pour accompagner cette transformation sont bonnes et très bonnes.

Néanmoins, l'enquête souligne le fait que le sujet doit être accompagné au national mais qu'il est essentiel que ce sujet soit traité au niveau européen.

Comment jugez-vous la capacité de la France à accompagner les entreprises dans leur transformation vers l'IA ?

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



> La position stratégique et la richesse culturelle de la France, associées à son rôle de précurseur en matière de digitalisation et d'indépendance industrielle, créent un avantage unique en termes de localisation, qui, à l'ère de la technologie, stimule la croissance économique et la qualité de vie.

Sascha Hempel
Lead Partner International
Drees & Sommer

ENJEU N°3
Le couple franco-allemand

Un couple franco-allemand mis à mal par les tempêtes qui ont soufflé sur les deux dernières années ?

La force et la solidité de ce couple moteur de l'Europe avait rassuré pendant la crise COVID.

Néanmoins, les contextes politiques nationaux français et allemands, la guerre en Ukraine, la crise énergétique engendrée par la rupture d'approvisionnement en gaz russe et la crise climatique ont fragilisé les relations entre la France et l'Allemagne, dont les politiques de défense et de transformation énergétique diffèrent.

Le choix de la France d'une décarbonation de l'économie au travers d'énergies renouvelables mais en s'appuyant aussi sur le nucléaire n'est pas partagé par son partenaire allemand.

Le risque est que ces différences de vues conduisent à une fragmentation des relations au sein de l'Europe avec des camps pro et anti-nucléaire. Or, les enjeux de souveraineté et de décarbonation de l'Europe vont engendrer de très forts investissements, dans une Europe très fortement chahutée par la concurrence des Etats-Unis et de la Chine et dans un contexte de contrainte budgétaire forte.

La compétitivité industrielle de l'Europe repose sur la transition énergétique qu'elle adoptera. Il est clé que la France et l'Allemagne parviennent à réunir leurs forces et leur parole pour être les fers de lance de l'Europe et en faire un leader technologique dans les industries liées à la transition énergétique et ainsi assurer sa souveraineté.

> La coopération franco-allemande est moteur dans le développement de l'Europe. Mais pour rester active, elle ne doit pas se restreindre à un petit cercle d'initiés. Pour une bonne entente et la réussite des projets, il faut favoriser les échanges et les expériences dans le quotidien des deux populations.

Emilie Martin
Directrice Générale Stimulus Consulting Germany
(Groupe Human & Work)

Le regard d'EY

Les réformes doivent se poursuivre sur les éléments clés de compétitivité des entreprises que sont le coût du travail, les coûts de production via la taxation, une fiscalité stable et compétitive face à une concurrence exacerbée de certains pays tels que les Etats-Unis et enfin la complexité administrative. Les agences de développement locales peuvent également beaucoup œuvrer pour attirer les investissements, se positionner en facilitateurs pour naviguer dans la bureaucratie et dans les interfaces avec les collectivités locales et les services de l'Etat, soutenir les entreprises dans l'appropriation des réglementations qui peuvent sembler complexes ou encore en guichet unique pour faciliter le financement des projets des entreprises. Cet outil est particulièrement apprécié par les répondants du Grand Est notamment et n'a pas d'équivalent en Allemagne.

Socle indéfectible : France et Allemagne, le duo indispensable de l'Europe

Lors de notre enquête, l'enjeu le plus sensible évoqué par les répondants a été la réduction du coût du travail dans la course à la compétitivité en tant qu'enjeu de différentiation pour inciter les groupes à investir et réinvestir en France dans leur stratégie d'affaires globale.

La complexité administrative est soulevée par les répondants en matière d'aides et subventions publiques, rendant complexe la lisibilité et l'accès aux subventions ou encore de réglementations nationales plus strictes que les réglementations allemandes, internationales et notamment européennes comme c'est le cas par exemple en matière de développement durable.

L'imprévisibilité des changements législatifs, sans concertation préalable avec les entreprises, ainsi que leur entrée en vigueur à très brève échéance en France sont également citées comme irritants par nos répondants et représentent des défis dans leur planification.

Le climat pro business, depuis 2017, a su insuffler une nouvelle énergie et attractivité pour les investisseurs étrangers, mais les efforts de la France doivent se poursuivre en matière de réindustrialisation pour aider les entreprises à organiser leurs projets de transition énergétique ou de transformation en faveur d'une économie plus circulaire.

> La question des transformations climatiques et énergétiques ne peut pas être gérée au niveau national, mais au niveau européen. La France et l'Allemagne sont des partenaires économiques très liés et qui donnent l'élan à l'Europe. Il faut qu'ils arrivent à se retrouver non seulement pour assurer leur propre élan économique mais aussi pour réussir à mettre en place les réglementations européennes nécessaires à ces transformations et pour parvenir à la neutralité carbone. Une Europe où les deux moteurs forment deux camps ne pourra qu'en ressortir perdante par rapport aux autres grandes nations qui mènent le jeu et dans un monde où la compétition est entrée dans une nouvelle ère.

Brigitte Barouky
Associée EY Assurance
EY & Associés

Attractivité de la France pour les IDE* en 2023 : la France n°1 en Europe

* Investissements Directs à l'Etranger

La France conserve sa médaille d'or pour la 5e année consécutive !

Une fois de plus, au niveau européen la France a su garder sa longueur d'avance en attirant en 2023 le plus de projets d'implantation directs étrangers, conservant ainsi son titre de pays le plus attractif d'Europe devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Diminution en Europe du nombre de projets d'IDE* annoncés en 2023 (5 694, -4 % vs. 2022), loin des niveaux d'avant-Covid et du record atteint en 2017 (6 653).

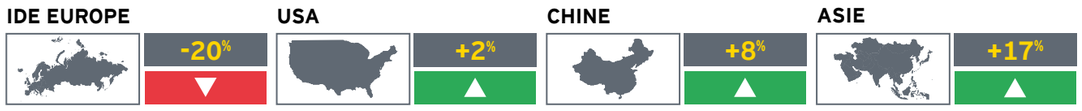
Même tendance pour l'Hexagone en 2023 (1 194 projets, -5 % vs. 2022), malgré une légère augmentation du nombre d'emplois créés (39 773, +4 % vs. 2022).

La France est le pays le plus attractif d'Europe pour la 5e année consécutive, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Baisse des IDE en Allemagne (733, -12 % vs. 2022). Son faible taux de chômage et ses coûts salariaux élevés limitent la capacité à recruter. Les investisseurs industriels étrangers questionnent la pertinence de son modèle énergétique.

Source : Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2024

Les chocs géopolitiques et énergétiques auront marqué l'année 2023, engendrant dans leur sillage un ralentissement global de l'activité économique au niveau mondial, mais qui laisse transparaître certaines disparités entre zones géographiques notamment dans la cartographie des Investissements Directs Étrangers. Ainsi, selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), la tendance est à un reflux de la Chine en tant que zone bénéficiaire des IDE et on observe une tendance de réorientation des implantations vers des pays ayant des intérêts politiques ou des politiques étrangères plus proches.



Source : Rapport sur le commerce et le développement 2023, CNUCED (United Nations Conference on Trade and Development)

L'attractivité de l'Europe est ainsi fortement affectée par le contexte de ralentissement économique, les incertitudes quant à sa compétitivité, les prix de l'énergie, l'efficacité de la réforme fiscale américaine (*Inflation Reduction Act*), ou encore les mutations technologiques.

Championne des extensions, la France peut faire mieux en matière de nouvelles implantations

Ainsi selon le *EY European Investment Monitor*, le nombre de projets d'investissements étrangers annoncés en Europe a connu une baisse de 4 % entre 2022 et 2023 avec 5 694 projets en 2023, générant 319 923 emplois en baisse de 7 %.

Dans ce paysage européen, la France a encore su résister sous le triple effet des réformes engagées sur les dernières années, le contexte dégradé des autres pays européens challengers et du rattrapage des investissements.

L'année 2017 a marqué un vrai temps fort en matière d'attractivité, avec une succession de réformes engagées ayant porté leurs fruits telles que la réforme du code du travail, la réduction de l'impôt sur les sociétés et sur le capital, une baisse des impôts de production, la loi Pacte, les plans France Relance et France 2030…

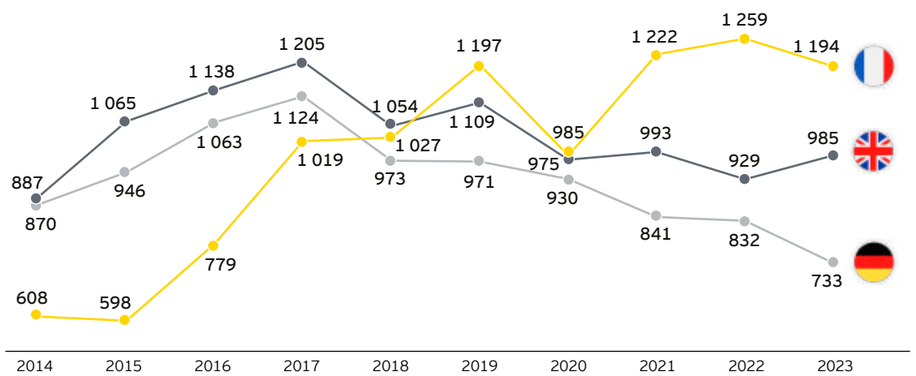
La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne attirent à eux seuls 51 % des IDE* européens.

Le Royaume-Uni a su gagner en attractivité grâce à une politique pro-business avec une progression de 6 % des IDE en 2023 grâce à des fondamentaux économiques solides (croissance, emploi, finances publiques, etc.), une stratégie fiscale attractive et la résilience du Grand Londres. Le Royaume-Uni reste ainsi la première destination d'implantation des entreprises pour leur siège social en Europe et se démarque dans les secteurs de la Finance et la Tech.

L'Allemagne subit quant à elle une érosion continue de son attractivité notamment pour les investisseurs industriels, due à un mix énergétique à forte intensité de carbone, un faible taux de chômage, des coûts de main d'œuvre élevés et enfin des interrogations sur la capacité du gouvernement à mener les réformes nécessaires. Elle voit encore les IDE baisser de 12 % en 2023.

Évolution du nombre d'investissements étrangers annoncés entre 2014 et 2023 en France, au Royaume-Uni et en Allemange

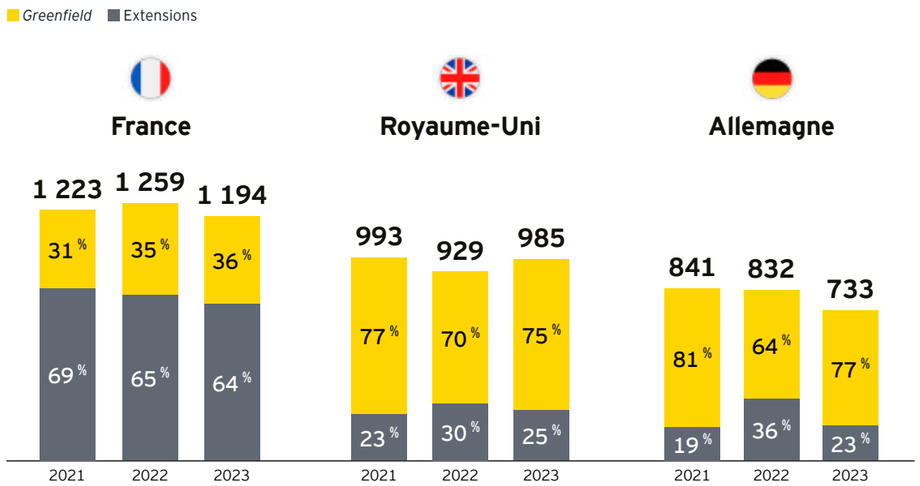
Source : EY European Investment Monitor 2024



Néanmoins, si on se focalise sur la capacité à attirer de nouvelles implantations (« *greenfields* ») plutôt que des extensions de sites existants, la France est à la peine derrière ses deux concurrents, le Royaume-Uni attirant à 75 % des IDE pour des projets *greenfields* et notre voisin allemand à hauteur de 77 % des projets, là où la France n'en affiche que 36 %, même si ce pourcentage progresse de 5 points depuis 2021.

Part des projets *Greenfield* vs. Extensions

Source : EY European Investment Monitor 2024

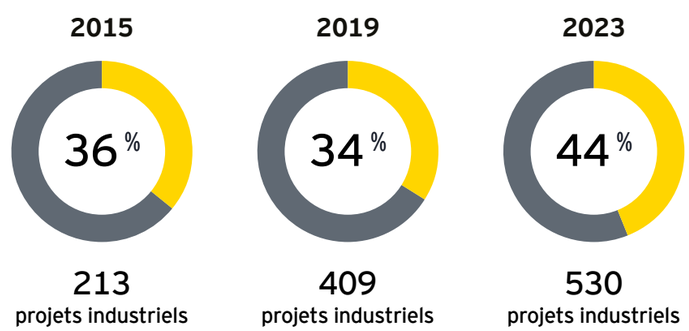


* Investissements Directs à l'Etranger

Malgré une légère baisse du nombre de projets d'investissements étrangers manufacturiers (-3 % vs. 2022), l'industrie demeure l'un des principaux moteurs de l'attractivité de la France. En 2023, 44 % des projets d'IDE (530 sur 1 194) sont une implantation ou une extension d'usine (vs. 36 % en 2015).

Part des projets *Greenfield* vs. Extensions

Sources : EY European Investment Monitor 2024, enquête auprès de 204 dirigeants internationaux (13 février – 19 mars 2024)



> L'enjeu pour la France est de sécuriser les investissements allemands dans les fonctions stratégiques : R&D et sièges sociaux.

Fabrice Reynaud
Associé EY
Ernst & Young Advisory

Les secteurs qui font la croissance des projets industriels :

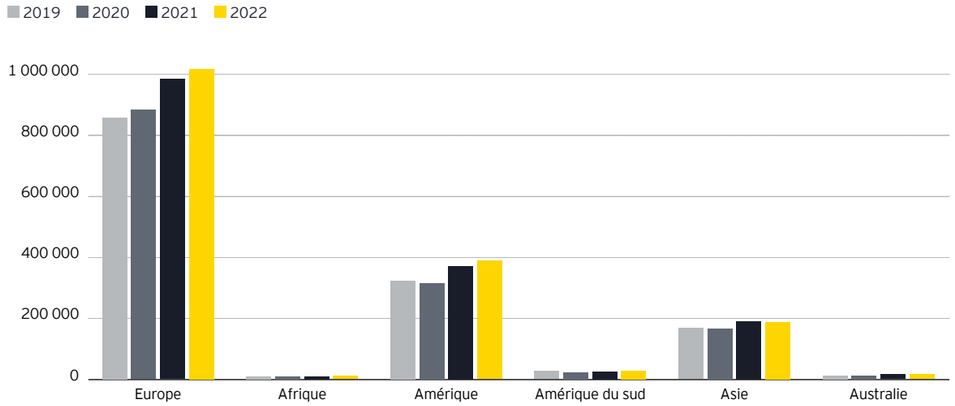
- Automobile et aéronautique
- Équipements industriels
- Ameublement, bois, céramique et verre
- Métaux et minéraux
- Chimie et plasturgie

Les investissements directs allemands tournés vers l'Europe et l'Amérique

L'Allemagne réoriente ses IDE vers l'Europe et l'Amérique au détriment de l'Asie depuis 2021. Ainsi, en 2022, les IDE en Europe représentent 62 % des investissements à l'étranger de l'Allemagne et l'Amérique 24 %, contre 11 % pour l'Asie. 95 % de tous les investissements directs en Amérique sont réalisés aux Etats Unis.

Évolution de l'implantation des investissements directs depuis l'Allemagne (sur base des montants investis en millions d'euros)

Source : statistiques de la Bundesbank



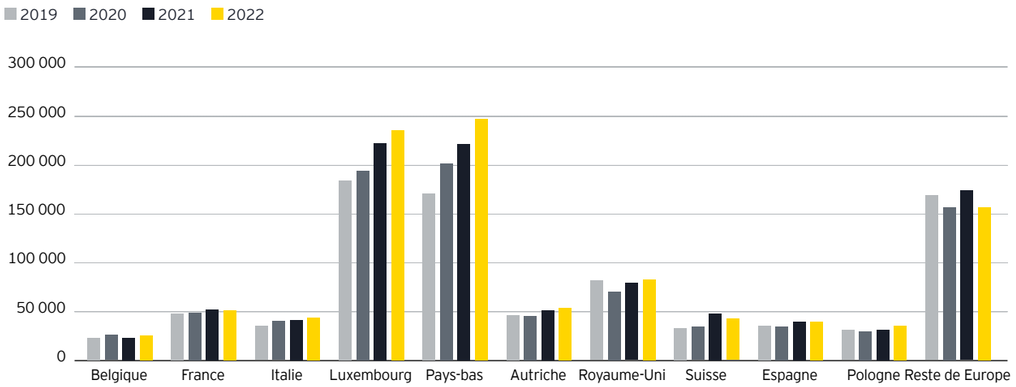
FOCUS

Les pays européens dans lesquels les entreprises allemandes investissent

En 2022, la France représente en valeur 5 % des IDE depuis l'Allemagne et se positionne en 5e position des pays d'implantation derrière les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni et l'Autriche.

Investissements directs depuis l'Allemagne en millions d'euros

Source : statistiques de la Bundesbank



Principaux investissements allemands en France en 2023

Les investisseurs allemands restent fidèles aux régions proches de leurs bases et ont principalement investi dans le Grand-Est, l'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Ile de France. Le Grand-Est occupe la place la plus haute du podium depuis 2 ans.

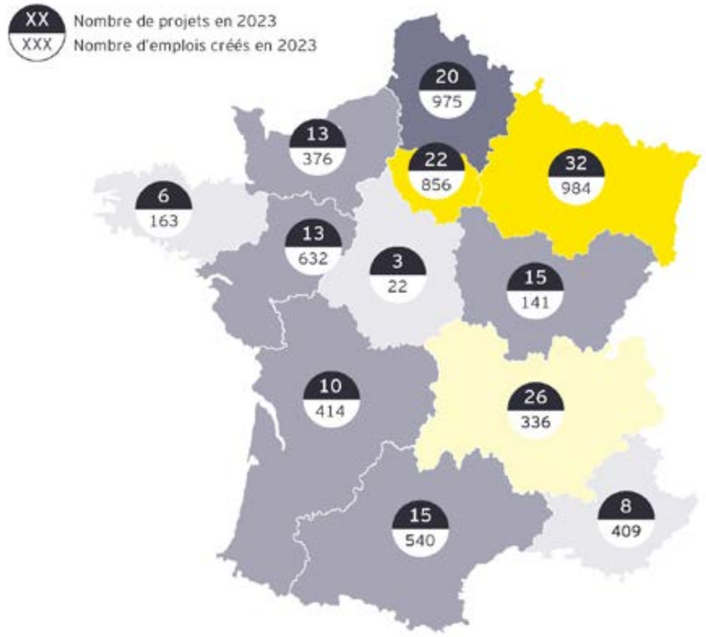
Cette tendance reflète d'ailleurs une tendance plus générale des investisseurs étrangers qui ont plébiscité dans l'ordre les régions d'Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et le Grand Est pour leurs implantations en 2023, avec un phénomène de décentralisation des investissements en dehors de la région francilienne sur les 10 dernières années, la région Ile-de-France ne représentant plus que 25 % du total des investissements.

Les secteurs d'activité des IDE allemands :

- Métaux et minéraux
- Constructeurs et fabricants de moyens de transport
- Équipements industriels
- Transport et logistique
- Énergie

Répartition des projets d'investissements allemands par région en 2023

Source : EY European Investment Monitor 2024



1 projet allemand sur 2 aura consisté en une implantation ou une extension d'un site industriel, contre moins de 40 % sur la période 2017-2022, générant aussi plus de la moitié des emplois créés par ces investissements.

Le regard d'EY

La réindustrialisation se confirme et s'affirme d'année en année vis-à-vis des investisseurs allemands mais également des autres investisseurs étrangers et reste le moteur de l'attractivité de la France selon notre dernier baromètre EY de l'Attractivité de la France 2024. L'industrie française affirme son attrait de par la qualité de ses infrastructures, le niveau d'éducation et de formation, une offre énergétique compétitive grâce au recours au nucléaire décarboné et moins coûteux mais les investisseurs peuvent également compter sur l'engagement du gouvernement et des autorités locales (souligné par 21 % des répondants à notre baromètre EY de l'Attractivité de la France 2024). En revanche, la satisfaction tant des investisseurs allemands que des autres investisseurs étrangers n'est pas encore au rendez-vous en matière d'automatisation et de robotisation, de facilité pour délivrer les permis de construire et les autorisations environnementales.

Les groupes allemands ont également investi dans des centres logistiques et des centres de services dans l'Hexagone.

Les projets de centres logistiques illustrent la robustesse du marché intérieur français (2e marché de consommateurs en Europe), la qualité des infrastructures (autoroutières, aéroportuaires et ferroviaires), une localisation centrale en Europe et une main d'œuvre qualifiée.

Répartition des projets d'investissements allemands par activité en 2023

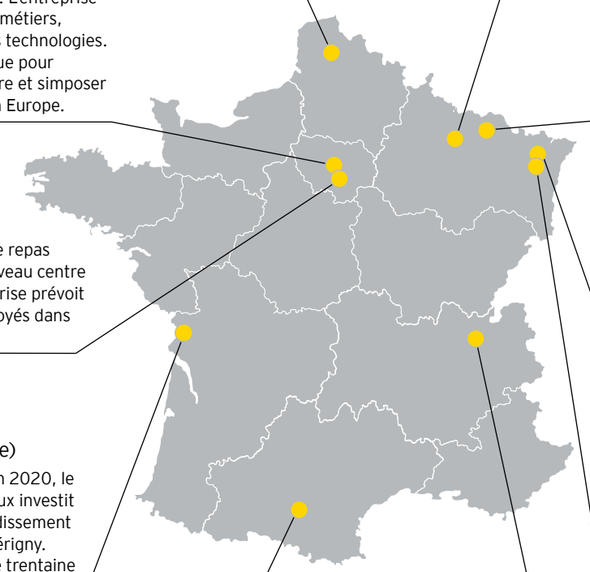
Source : EY European Investment Monitor 2024, Business France

ACTIVITÉ	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	% PROJETS EN 2023	% PROJETS 2017-2023	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN 2023	% EMPLOIS CRÉÉS EN 2023	% EMPLOIS CRÉÉS 2017-2023
Sites industriels	94	51 %	39 %	3 045	52 %	37 %
Plateformes logistiques	24	13 %	17 %	1 056	18 %	29 %
Centres de services*	24	13 %	29 %	578	10 %	22 %
Centres de R&D	19	10 %	10 %	944	16 %	8 %
Marketing de vente	16	9 %	***	157	3 %	***
Centre de décision	5	3 %	4 %	67	1 %	3 %
Autres**	1	1 %	<1 %	1	<1 %	<1 %
Total	**183**	**100 %**	**100 %**	**5 848**	**100 %**	**100 %**

* Centres de relation client, centre de services partagés, back-offices SI, Finance et RH, etc.
** Internet Data center, éducation et *training*, etc.
*** Avant 2020, Les catégories « centre de services aux entreprises » et « activités de marketing et ventes » ne formaient qu'une seule catégorie.

Exemples de projets d'investissements allemands annoncés en 2023 en France

Source : EY European Investment Monitor 2024, Business France



Aviv
(Paris)
Le groupe Aviv annonce le recrutement de 300 nouveaux collaborateurs en 2023, essentiellement en Île-de-France. L'entreprise entend renforcer des expertises métiers, notamment dans le domaine des technologies. Aviv poursuit son plan stratégique pour simplifier l'expérience immobilière et simposer comme leader de la PropTech en Europe.

Lidl
(Rebecques, Pas-de-Calais)
Le groupe allemand annonce l'ouverture d'une nouvelle base logistique au sein de la ZAC des Escardalles, remplaçant celle de Lillers, 60 nouveaux emplois sont espérés.

Daimler Truck
(Ligny-en-Barrois, Meuse)
L'allemand Daimler Truck va investir 50 millions d'euros d'ici 2030 en vue de moderniser son outil de production et d'adapter son site de production d'autobus électriques et passer vers la mobilité bas-carbone.

KNAUF
(Illange, Moselle)
Le group KNAUF investit 100 millions d'euros pour construire une unité d'assemblage pour créer des dalles de plafond en laine minérale, créant 50 emplois.

HelloFresh
(Lisses, Essonne)
La marque de livraison de kits de repas HelloFresh vient d'ouvrir un nouveau centre de distribution à Lisses. L'entreprise prévoit de recruter 300 nouveaux employés dans les deux années à venir.

SEW Usocome
(Brumath, Bas-Rhin)
SEW Usocome, fabricant de systèmes d'entraînement, prévoit d'investir environ 300 millions d'euros d'ici 2031, dans le nord de l'Alsace, avec une expansion de son site de Brumath-Mommenheim et la création d'une nouvelle usine à Haguenau.

Carl Zeiss
(Périgny, Charente-Maritime)
Après une première extension en 2020, le fabricant d'équipements médicaux investit 33 millions d'euros dans l'agrandissement de son unité de production de Périgny. Elle prévoit le recrutement d'une trentaine de collaborateurs supplémentaires.

Würth France
(Erstein, Bas-Rhin)
Le groupe allemand spécialisé dans l'outillage, investit 85 millions d'euros pour agrandir et moderniser ses plateformes logistiques à Erstein et Montélimar grâce à un entrepôt automatisé. Würth France vise également à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, avec des projets comme une chaufferie centrale géothermique et l'installation de panneaux photovoltaïques.

Evotec
(Toulouse, Haute-Garonne)
Le groupe allemand de R&D pharmaceutique agrandit son site toulousain. L'entreprise vient d'obtenir un prêt de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) de 150 millions d'euros pour financer la R&D et la construction d'une usine d'anticorps monocionaux.

Pfeiffer Vacuum
(Annecy, Haute-Savoie)
Le groupe allemand spécialisé dans les technologies du vide, prévoit d'investir 75 millions d'euros d'ici 2030 pour développer le site. Le groupe connaît une croissance significative, en particulier dans les produits pour l'industrie des semi-conducteurs.

Méthodologie

Le recensement des projets d'investissement allemand annoncés en 2023, en France

Le Baromètre franco-allemand s'appuie en partie sur les données recueillies lors de l'enquête EY concernant les projets d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) en Europe, connue sous le nom de l'*EY European Investment Monitor*.

Depuis 1997, le *EY European Investment Monitor* (EIM) recense les annonces d'implantation ou d'extension de projets d'implantations étrangers dans 45 pays européens, y compris en Turquie. Les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données de l'EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Le recensement prend en compte les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois et les vérifie. Ces flux d'implantation et d'extension se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluant certains tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration, dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets. Ainsi, celle de Business France intègre également les investissements de décarbonation, de digitalisation, de sauvegarde et de partenariats technologiques, y compris lorsqu'ils ne génèrent pas d'emplois. Par ailleurs, la base de données de Business France comprend, en plus des emplois créés, ceux qui ont été « maintenus » ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetées sur trois ans.

À l'inverse, l'*EY European Investment Monitor* se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (45 en 2023).

L'enquête auprès des membres et partenaires de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

La Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie et Business France estiment à 3 000 le nombre d'entreprises allemandes implantées en France. Il s'agit de sociétés juridiquement autonomes opérant sur le territoire français et dont le capital social est détenu majoritairement par une entité allemande.

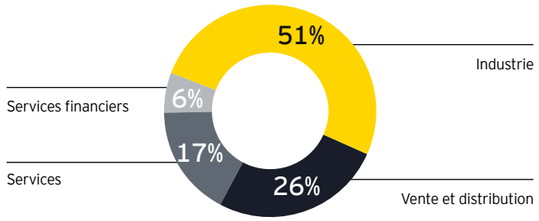
Les entreprises allemandes en France ont été invitées à répondre à un questionnaire en ligne entre avril et juin 2024. Celui-ci était composé de 39 questions, dont des questions sur le contexte et les défis économiques et géopolitiques, les enjeux en matière de développement durable et l'essor de l'intelligence artificielle.

Au total, jusqu'à 70 entreprises ont participé à cette édition, en ligne et au cours d'entretiens individuels. Le secteur d'activité, la taille des entreprises en termes de chiffre d'affaires et le nombre d'employés sont présentés ci-dessous.

Les participants représentent 46 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 56 000 salariés en France, soit environ 15 % des emplois des sociétés allemandes en France.

Activité principale de l'entreprise

Source : Enquête CFACI/EY — Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



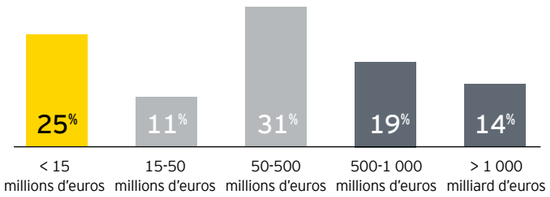
51 % des entreprises ayant participé à l'étude appartiennent au secteur de l'industrie, 26 % à celui du négoce et de la distribution et 23 % opèrent dans le domaine des services.

Par rapport à l'étude 2022, les parts de l'industrie et des services augmentent au détriment du négoce et de la distribution.

Méthodologie

Chiffre d'affaires en France en 2023

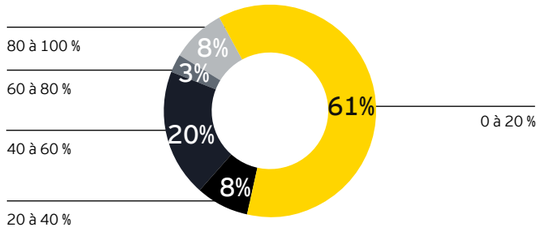
% de répondants
Source : Enquête CFACI/EY – Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



75 % des entreprises qui ont répondu au questionnaire ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 15 millions d'euros ce qui représente une augmentation de 14 points comparée aux 61 % de 2022. 25 % des répondants se trouvent en-dessous de la barre des 15 millions d'euros de chiffres d'affaires.

Part des exportations dans le chiffre d'affaires réalisé par la France

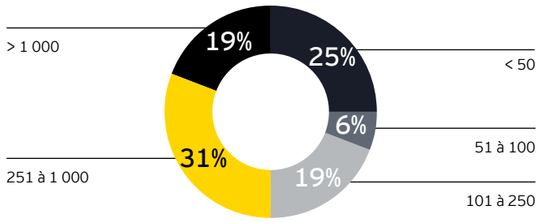
Source : Enquête CFACI/EY – Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



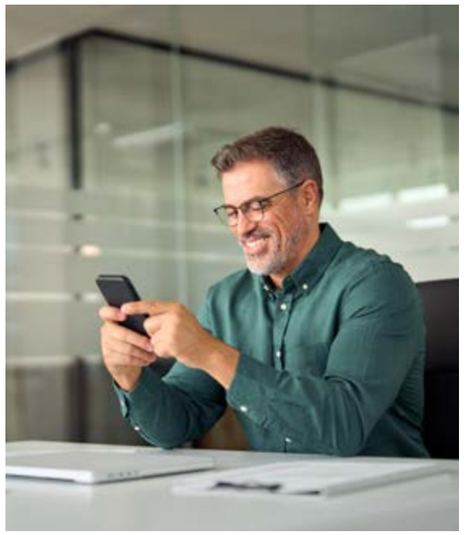
Parmi les entreprises ayant pris part à l'étude, 39 % d'entre elles enregistrent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires grâce aux exportations en France, tandis que 61 % des sondés génèrent moins de 20 % de leurs revenus par cette voie sur le territoire français.

Effectifs en France en 2023

Source : Enquête CFACI/EY – Les entreprises allemandes en France, Situation économique, perceptions et perspectives 2024-2028



25 % des entreprises interrogées comptent entre 51 et 250 salariés au 31 décembre 2023. Les entreprises ayant un effectif entre 251 et 1 000 salariés représentent 50 % des répondants. En 2024, 25 % des entreprises ayant participé à l'étude disposent d'un effectif inférieur à 50 personnes en France, contre 45 % des répondants à l'enquête de 2022 qui déclaraient avoir moins de 50 employés. Par rapport à l'étude 2022, la part des entreprises ayant plus que 251 salariés est passée de 14 % en 2022 à 31 % en 2024.



Géographie

89 % des entreprises ayant participé à l'étude sont implantés en région contre 11 % en Île-de-France.

Actionnariat

64 % des répondants ont un actionnariat familial, tandis que 28 % sont cotés en bourse et 8 % sont détenus principalement par un ou plusieurs fonds d'investissement.

Contacts

Deutsch-Französische Industrie- und Handelskammer
Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

La Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie (CFACI) réunit environ 940 entreprises membres en France et en Allemagne pour lesquels l'entretien et le développement des relations commerciales franco-allemandes revêtent une importance particulière. Elle appartient au réseau des Chambres de commerce allemandes à l'étranger (AHK) reconnues par la Fédération des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK). Soutenue par le Ministère Fédéral de l'Economie, de l'Energie et du Climat, elle représente à ce titre l'économie allemande en France. L'appartenance au réseau mondial d'environ 150 Chambres de Commerce et délégations représentées dans près de 93 pays lui permet d'offrir un soutien d'excellence aux entreprises dans leurs activités internationales. Retrouvez plus d'informations sur **www.francoallemand.com**

Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

18, rue Balard
F- 75015 Paris
Tél. : 00 33 (0)1 40 58 35 35

Deutsch-Französische Industrie- und Handelskammer
Charlottenstraße 16
D- 10117 Berlin
Tél. : 00 49 (0) 30 206 790 43

www.francoallemand.com
www.frankreich.ahk.de

L'équipe de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

Directeur général

Patrick Brandmaier
pbrandmaier@francoallemand.com

Développement commercial

Sophie Cabotte
scabotte@francoallemand.com

Droit et fiscalité

Aurore Libéral
aliberal@francoallemand.com

Reporting et Conformité environnementale

Christa Geissinger
cgeissinger@francoallemand.com

Membres, communication et marketing

Jean-Paul Heron
jpheron@francoallemand.com

Silke Kunstreich
skunstreich@francoallemand.com

Relations publiques

Wolfgang Krill de Capello
wkrill@francoallemand.com

Représentation en Allemagne

Martina Mousseau
mmousseau@francoallemand.com

EY
Building a better working world

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du consulting, des transactions, de la fiscalité et du droit. Avec près de 300 000 collaborateurs répartis dans plus de 150 pays, l'international fait partie de son quotidien.

Les opérations transfrontières peuvent soulever d'importantes questions financières, fiscales, sociales, organisationnelles et interculturelles. Pour répondre à ces enjeux, EY a composé, en France, des équipes pluridisciplinaires spécialisées dans l'international, inbound et outbound, pour plusieurs zones géographiques, dont l'Allemagne. L'équipe franco-allemande d'EY est dédiée aux intérêts de ses clients français et allemands. Elle est constituée d'un réseau de professionnels représentant tous les métiers d'EY. Ils sont situés de part et d'autre du Rhin et disposent d'une expertise spécifique dans le contexte franco-allemand.

EY

Tour First
1, place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex, France
Tél. : 00-33-(0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

L'équipe franco-allemande d'EY

International Trade Flow

Jean-Roch Varon
Président EY France
EY & Associés

Stéphanie Merle-Mortel
Associée, International Trade Flow Assurance Europe West Leader
EY & Associés

Audit et FAAS* franco-allemand

Brigitte Barouky
Associée, International Trade Flow – Expert Allemagne
EY & Associés

Transactions franco-allemandes

Paul Gerber
Associé
EY Expertises & Transactions

Juridique et fiscal franco-allemand

Philippe Legentil
Associé, Avocat, Fiscaliste
Ernst & Young Société d'Avocats

Régis Houriez
Fiscaliste
Ernst & Young Société d'Avocats

Consulting franco-allemand

Fabrice Reynaud
Associé
Ernst & Young Advisory

Cédric Foray
EY Global & EMEIA telecommunications Sector Leader
Ernst & Young Advisory

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2024 EY & Associés.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2401BMC021.
SCORE France N° 2024-052.
ED None.

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr